

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran



Iran : Une répression terrible

• Une répression terrible.....	2
• Au quarantième jour des manifestations : un massacre monstrueux exécuté à huis clos.....	4
• Deux témoignages directs	8
• Regard palestinien sur la lutte des peuples d'Iran : entretien avec Lana Sadeq.....	11
• La République islamique, un pouvoir « assis sur une baïonnette	13
• A l'occasion du 47 ^e anniversaire de la révolution iranienne de 1979	17
• Présentation succincte de la République islamique d'Iran.....	19
• Déclaration de l'Association des écrivain.es d'Iran.....	22
• Déclaration de l'Association professionnelle des enseignant.es d'Iran	23
• Le Syndicat VAHED condamne le massacre des manifestant.e.s.....	24
• Les organisations syndicales françaises solidaires des iraniennes et iraniens.....	25
• Message de solidarité du Syndicat des travailleur.euses des transports de Milan, Italie.....	26
• Paris se mobilise contre les massacres en Iran.....	27
• Manifestations étudiant.e.s de janvier 2026 – 86 mort.es, cinq suicides	28
• Conseil de coordination des protestations des infirmières et infirmiers.....	29
• Déclaration de l'Association scientifique de la faculté de génie informatique	30
• Déclaration conjointe des organisations indépendantes.....	31
• Condamnation de l'injuste peine de prison de Jaleh Rouhzad.....	33

Iran : Une répression terrible !



Le 8 janvier, la République islamique d'Iran (RII) a instauré un black-out numérique et a ainsi pu se livrer à un massacre à huis clos. Les vidéos qui ont néanmoins circulé témoignent de l'ampleur de la répression, avec notamment l'usage d'armes de guerre par le pouvoir. Il a également eu recours, comme déjà en 2009, à des mercenaires étrangers. Depuis le 8 janvier, les villes sont totalement quadrillées dans ce qui s'apparente à un état de siège.

De hauts responsables du régime reconnaissent la mort de 5 000 personnes. Ce bilan pourrait être en fait beaucoup plus lourd. Des témoignages précis d'employés de cimetières indiquent que des milliers de corps sont jetés dans des fosses communes. L'Organisation de défense des droits humains (HRANA) authentifie la mort de 3 919 personnes, et recoupe les informations concernant 8 939 autres cas. De nombreuses familles sont à la recherche de leurs proches disparus, elles sont souvent obligées de payer pour récupérer les corps, et doivent signer un papier indiquant que la victime était un agent d'Israël. Toutes ces familles subissent des pressions immenses, certaines ont dû passer aux aveux forcés en direct à la télévision. HRANA a répertorié également 24 669 arrestations, et ce chiffre n'est pas définitif.

Dans le même temps, en réponse aux allégations de Trump concernant la suspension de l'exécution de 800 détenus, le procureur de Téhéran maintient que la réponse du régime « sera ferme, dissuasive et rapide », ajoutant au passage que « Trump dit beaucoup de bêtises ».

Plus illégitime que jamais, la RII opère une des pires répressions de son histoire sanglante.

Les grandes manœuvres

Le Guide Khameneï attribue la responsabilité de ce bain de sang à Donald Trump alors que celui-ci avait remercié quelques jours plus tôt les dirigeants iraniens d'avoir suspendu les exécutions.

Les menaces d'une intervention US se sont momentanément... (*Lire la suite en page suivante*) →

← (*suite de la page précédente*) éloignées, notamment sous la pression des pétromonarchies du Golfe et de l'État d'Israël. Les États du Golfe s'inquiètent de l'instabilité régionale qu'une telle intervention pourrait générer, mais elles craignent surtout que la RII riposte en obstruant le détroit d'Ormuz par lequel transit près de 30% du pétrole mondial. Quant à Israël, son stock de missiles intercepteurs a été fortement entamé lors de la guerre de juin dernier, ce qui fragilise son « dôme de fer ». Enfin, et cela au grand dam des monarchistes et des courants de droite favorables à une intervention impérialiste.

Les prises de positions de façade de Trump et Nénanyahou en faveur du soulèvement en Iran ne sont pas à prendre à la lettre. Washington cherche d'abord à obtenir à moyen terme un changement de leadership à Téhéran plutôt qu'un changement de régime. Le soutien verbal apporté par Trump aux manifestant.es a pour but de faire pression sur la RII, dans le cadre des négociations sur son programme nucléaire et balistique, ainsi que le vente de pétrole à la Chine.

La RII n'est pas un Etat anti-impérialiste.

La RII a collaboré avec l'impérialisme US à maintes reprises, que ce soit en Irak ou en Afghanistan. Son opposition à l'ordre impérialiste dans la région et à l'État d'Israël, c'est avant tout destinée à défendre ses propres intérêts de puissance régionale. Certes, la RII finance des forces de résistance en Palestine, les Houtis au Yémen, diverses milices en Afghanistan, en Irak, au Liban et en Syrie. Mais il s'agit davantage pour elle de parvenir à instrumentaliser et caporaliser ces mouvements que de soutenir la lutte des peuples pour leur autodétermination. Cette politique n'a rien de progressiste, elle est en miroir des agissements d'États comme l'Arabie Saoudite. Elle attise les tensions sectaires dans la région.

Dans un débat par presse interposée qui a eu lieu en octobre dernier en Iran, un quotidien lié au régime, expliquait que « *l'attaque du 7 octobre d'Israël et le sacrifice du peuple palestinien avait permis de protéger la République islamique d'Iran* ». Cette position exprime de manière assez simple le rôle que le régime confère aux luttes des peuples et aux organisations qu'il finance. Quand le Hamas a pris position contre le régime Assad en Syrie, la RII a divisé par deux le financement accordé à l'organisation palestinienne. C'est ce lien de subordination qu'instaure la RII avec les factions qu'elle finance.

La RII partage avec Trump, Nétanyahou et les classes dominantes, la volonté d'écraser les revendications sociales et démocratiques de la jeunesse, des femmes, des minorités nationales et des travailleurs/euses d'Iran.

Les discours des soutiens de Trump, Netnayahou et consorts alimentent le campisme et le complotisme, niant la capacité des peuples d'Iran à être maîtres de leur destin. La surexposition des monarchistes dans les médias occidentaux ne fait que renforcer ce type de positions.

Le régime iranien, une dictature capitaliste et théocratique

Les campistes nient la nature dictatoriale de la mollahie et le caractère sanglant de sa répression. Ils nient le caractère catastrophique de la situation sociale et politique du pays, et que que 60% d'iranienEs, vivent sous le seuil de pauvreté, subissant une exploitation et des oppressions violentes. Enfin, en expliquant que les soulèvements répétés des peuples d'Iran sont téléguidés par des puissances étrangères, les différents courants campistes et complotistes nient les aspirations sociales et démocratiques des peuples d'Iran. Ils se rangent du côté de la RII, du côté de l'oligarchie militaro-théocratique et des crimes qu'elle commet depuis 47 ans.

La RII partage avec Trump, Nétanyahou et les classes dominantes, la volonté d'écraser les revendications sociales et démocratiques de la jeunesse, des femmes, des minorités nationales et des travailleurs/euses d'Iran.

Combattre les royalistes, partisans d'une intervention USA

Nulle part, une intervention impérialiste n'a débouché sur une solution émancipatrice. Il suffit de voir dans quelle situation se trouvent aujourd'hui l'Irak, la Libye ou l'Afghanistan. Par ailleurs, les bombardements de juin dernier ont provoqué un arrêt des ... *(Lire la suite en page 7)* →

AU QUARANTIÈME JOUR DES MANIFESTATIONS : UN MASSACRE MONSTRUEUX EXECUTÉ A HUIS CLOS



Un sniper équipé d'une mitrailleuse, posté sur le toit de l'hôtel de ville d'Ispahan

Par Human Rights Activists in Iran – HRANA

Au quarantième jour des manifestations, la poursuite des politiques de contrôle des communications, la vague d'arrestations et les inquiétudes croissantes concernant la sécurité des centres médicaux pour les blessés ont été parmi les développements les plus significatifs. En outre, la pression exercée par le gouvernement sur les journalistes et le transfert des manifestants blessés des hôpitaux vers des centres de détention ont persisté, suscitant des réactions internationales.

Perturbations et coupures continues d'Internet : pression sur la circulation de l'information et impact économique

Au quarantième jour des manifestations, les perturbations et coupures généralisées d'Internet sont restées l'un des principaux outils utilisés par le gouvernement pour restreindre la circulation de l'information et réduire la capacité des manifestants à s'organiser. *NetBlocks* a signalé que la coupure d'Internet en était à son vingt-huitième jour, tandis que les limitations imposées aux outils de contournement se sont simultanément intensifiées. Cette situation a effectivement entraîné de graves perturbations dans l'accès des citoyens à l'information, à la communication avec leurs proches, aux services en ligne et aux médias indépendants. Dans ce contexte, le ministre iranien des Communications, évoquant les conséquences économiques, a déclaré que le coût de la coupure d'Internet s'élevait à «cinq mille milliards de tomans par jour» (environ 35 millions de dollars). Au-delà de son impact sur les entreprises en ligne, ce chiffre reflète les répercussions directes sur les moyens de vie des ménages et les activités économiques des petites et moyennes entreprises.

Dans le même temps, le journal *Sazandegi*, dans un rapport analytique, a décrit la coupure nationale d'Internet comme un signe d'échec politique et une crise dans la gestion des communications. Il a souligné que le blocage généralisé empêche non seulement la transmission d'informations et d'images sur les protestations, mais conduit également à une baisse encore accrue de la confiance de la population, à une incertitude accentuée et à une aggravation des dommages économiques.

(Lire la suite en page suivante) →

← (*suite de la page précédente*) Par ailleurs, la Fédération internationale des journalistes a publié des déclarations en réponse à la répression des forces de sécurité visant des journalistes et des militants des médias, signalant l'arrestation de deux photojournalistes : Hamed Araghi, arrêté à Téhéran, et Artin Ghazanfari, arrêté à Mashhad après une perquisition à son domicile et la saisie de son matériel. Cette position, associée à la coupure continue d'Internet, donne une image claire des efforts systématiques du gouvernement pour contrôler le discours public : couper les communications pour limiter la diffusion des informations, tout en arrêtant et en faisant pression sur les journalistes et les photographes afin de restreindre la production de contenu et la documentation sur le terrain. Dans l'ensemble, les développements observés au trentième jour des manifestations montrent que le contrôle de l'information reste l'un des piliers centraux de la politique de répression, allant au-delà du « filtrage » pour aboutir à un « blocage complet », à une « augmentation des coûts sociaux et économiques » et à la « sécurisation de l'activité médiatique ».

Escalade des arrestations massives et intensification des mesures de sécurité

Ces derniers jours, des informations font état d'arrestations massives dans différentes villes. Outre des détentions isolées de citoyens dans plusieurs endroits, des informations font état de l'arrestation de plus de 300 citoyens dans la province de Semnan [nord de l'Iran], ainsi que de la détention d'au moins 54 citoyens dans des villes telles que Yazd, Zanjan et Malard. Au niveau individuel, des cas tels que l'arrestation d'un poète et écrivain à Téhéran et celle d'un citoyen bahá'í [religion fondée au 19e siècle] à Mashhad (suivie de son transfert à la prison de Vakilabad) reflètent le large éventail de personnes visées par les mesures de sécurité.

Ces dernières ne se sont pas limitées aux seules arrestations, les militants syndicaux, les minorités religieuses et les athlètes étant également soumis à des pressions, parallèlement aux efforts visant à contrôler le flux d'informations. Des rapports font également état de la diffusion continue d'« aveux forcés» dans le cadre d'une stratégie d'intimidation et de la construction d'un discours officiel autour des manifestations, tandis que certaines arrestations ont été accompagnées d'une absence d'information des familles sur le sort des détenus. Pris ensemble, ces développements indiquent qu'au trentième jour des manifestations, les agences de sécurité continuent de poursuivre une approche centrée sur les arrestations massives, l'intimidation et le contrôle du discours.

Statistiques actualisées (cumulées) à la fin du quarantième jour des manifestations, 6 février 2026 :

- Nombre de rassemblements/manifestations enregistrés : **674**
- Nombre de villes (sans répétition) : **210**
- Nombre de provinces (sans répétition) : **31**
- Nombre total d'arrestations : **50 842**
- Étudiant.es arrêtés : **109**
- Diffusion d'aveux forcés : **307**
- Convocations par les services de renseignement/sécurité : **11 046**
- Personnes gravement blessées : **11 009**
- **Décès confirmés : 6 883**
- Manifestant.es : **6 445**
- Enfants (moins de 18 ans) : **164**
- Forces affiliées au gouvernement : **214**
- Non-manifestants/civils : **60**
- Décès faisant l'objet d'une enquête : **17 091**

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente) **Inquiétudes concernant l'accès aux soins médicaux et les informations faisant état de poursuites et d'arrestations de blessés**

L'un des principaux développements de ces derniers jours a été le nombre croissant d'informations faisant état de blessé·e·s craignant de se rendre dans des centres médicaux, ainsi que de signalement faisant état de manifestants blessés poursuivis et arrêtés dans des hôpitaux. Le ministère iranien de la Santé a implicitement reconnu l'existence de ces craintes et, tout en soulignant que le fait de se faire soigner dans des établissements médicaux «ne pose aucun problème», a exhorté les blessés à ne pas se soigner chez eux ! Dans ce contexte, il a été déclaré qu'environ 3000 blessés ont sollicité des soins médicaux dans des centres de soins ces derniers jours.

Dans le même temps, la Rapporteur·e·s spéciale des Nations unies sur la situation des droits de l'homme en Iran (Mai Sato) a exprimé sa profonde préoccupation face aux nombreux rapports faisant état de «l'enlèvement de blessés dans les hôpitaux» et de leur transfert vers des centres de détention, qualifiant ces actions de violation flagrante du droit à accéder à des soins médicaux. Selon les informations publiées, les forces de sécurité identifient les personnes blessées dans le cadre des manifestations et les font sortir des hôpitaux pour les arrêter. Cette pratique décourage non seulement les blessés de se faire soigner, mais augmente également le risque d'aggravation des blessures et de mortalité plus élevée en raison du manque de traitement. En outre, des informations font état de pressions exercées sur le personnel médical, notamment des menaces ou des arrestations de médecins et d'infirmières qui ont soigné les blessés. En réponse, plus de 4000 médecins ont signé une déclaration condamnant la répression des forces de sécurité visant le personnel médical. Ces conditions indiquent que ces derniers jours, l'*« espace médical »* lui-même est devenu sécurisé, et que l'accès libre et sûr aux soins de santé est gravement menacé.

Positions nationales, dénégations et discours officiels

Le journal *Kayhan*, partisan de la ligne dure et favorable au régime, s'est fermement opposé aux propositions de « grâce ou de libération des détenus », rejetant ainsi toute forme de recul face aux manifestations. Cette position peut être interprétée comme une tentative des factions radicales du gouvernement d'empêcher l'émergence de fractures au sein de l'establishment au pouvoir et de préserver une politique répressive axée sur la sécurité. En mettant l'accent sur les mesures sévères visant les manifestants, *Kayhan* appelle en fait le gouvernement à poursuivre les arrestations, les menaces et le contrôle de la sphère publique plutôt que de rechercher une désescalade.

D'autre part, l'Organisation pénitentiaire de la province de Téhéran a démenti les informations faisant état de la détention de manifestants blessés à la prison de Fashafuyeh et de leur manque d'accès aux services médicaux. Ces démentis officiels interviennent malgré de nombreux rapports faisant état de familles maintenues dans l'ignorance, d'inquiétudes concernant l'état de santé des détenus et de difficultés d'accès aux soins médicaux. Compte tenu des expériences passées avec les déclarations des responsables, ainsi que des rapports des médias et des organisations de défense des droits humains, ces démentis ont été accueillis avec un profond scepticisme, d'autant plus que des rapports simultanés des Nations unies soulignent l'enlèvement de personnes blessées dans des hôpitaux et leur transfert vers des centres de détention.

Parallèlement à ces développements, certains responsables locaux et responsables de la sécurité ont également cherché à présenter un compte rendu plus acceptable de la répression meurtrière en citant les chiffres des victimes des deux côtés du conflit. Par exemple, le commandant du CGRI (Corps des gardiens de la révolution islamique) dans la province de Lorestan a rapporté que 334 personnes avaient été blessées lors des manifestations dans la province et a également mentionné la mort de deux membres du CGRI et de trois membres des forces Bassidji [milices paramilitaires, auxiliaires des Gardiens de la révolution]. Ce type de discours vise généralement à mettre en avant les pertes subies par les forces gouvernementales et à justifier une répression accrue. Des reportages faisant état d'arrestations massives dans certaines provinces (dont Semnan) ont également été publiés, indiquant que les autorités continuent de recourir à une... (Lire la suite en page suivante) →

← (*suite de la page précédente*) approche sécuritaire pour gérer les manifestations.

Dans l'ensemble, la position du gouvernement à l'égard des manifestations au quarantième jour peut se résumer comme suit: nier ou rejeter les informations faisant état de violations des droits humains contre des manifestant·e·s dans les prisons et les centres médicaux; mettre l'accent sur les menaces et les mesures sévères par le biais de médias tels que Kayhan; présenter des récits sécuritaires des manifestations par les commandants des Gardiens et les responsables; et maintenir les arrestations et la pression comme principaux outils de contrôle social. Ces positions indiquent que le gouvernement continue de présenter la situation comme une crise de sécurité nationale, sans aucun signe de réduction de la violence ou d'évolution vers la prise de responsabilité•

6 février 2026

← (*suite de la page 3) Iran : Une répression terrible*

mobilisations sociales en cours et permis à la RII d'accroître la répression à l'égard des activistes.

La position des royalistes est dans la continuité de celle du pouvoir monarchique chassé par la révolution de 1979. Celui-ci était le gendarme des USA dans la région, et défendait les intérêts de l'impérialisme.

En retour, le Shah et sa cour avaient pu faire main basse sur les richesses du pays et se sont enrichis sur le dos des peuples d'Iran. La monarchie iranienne a mené une politique coloniale et grand perse, contre les autres peuples d'Iran (kurdes, baloutches, azéris, lors, ou arabes).

Ce régime était une dictature. Les opposant·es, surtout de gauche, étaient arrêté·es, torturé·es, certain·es exécuté·es, d'autres poussé·es à l'exil. Le dernier Shah a largement favorisé l'ascension des courants intégristes et de Khomeiny. Il est en partie responsable de la situation dans laquelle se trouve l'Iran actuellement.

Il n'est donc pas étonnant que les monarchistes bénéficient aujourd'hui de moyens financiers colossaux, et d'une surexposition médiatique. Reza Pahlavi, le fils de l'ancien Shah, a des proximités politiques avec Netanyahu et l'extrême-droite internationale. Il n'a rien d'un démocrate. Il a une vision très centralisatrice et verticale du pouvoir. Sur le plan économique et social, c'est un néolibéral patenté.

Ses gesticulations médiatiques, comme celles de Trump et Netnayahou aident les mollahs à présenter la répression du soulèvement comme une lutte contre les complots étrangers.

Si en Iran même, des slogans en faveur de Pahlavi sont scandés, cela reflète avant tout le vide politique produit par l'élimination de générations de militant·es progressistes et le désespoir que cela génère dans une partie de la population. Mais cela ne doit pas occulter le fait que les manifestant·es scandent massivement des slogans contre tout pouvoir despote qu'il soit monarchique ou mollahchique.

Développer la solidarité internationale par en bas

Face aux campistes et aux courants favorables à l'impérialisme nous devons soutenir activement les luttes par en bas, les activistes, les mouvements sociaux et réseaux militants et syndicaux nombreux en Iran. Nous devons soutenir les revendications d'égalité, de justice sociale, de liberté portées par les militant·es de l'intérieur. Pour les internationalistes et révolutionnaires, la libération des peuples d'Iran ne peut venir que de l'intérieur du pays et des luttes•

21 janvier

Vive la solidarité internationale !

DEUX TEMOIGNAGES DIRECTS



(Photo : Zanyar / Middle East Images via AFP)

(Récits recueillis par Radio Zamaneh¹, publiés en anglais le 29 janvier 2026 ; traduction-édition rédaction d'*Echo d'Iran*)

Deux témoignages directs — l'un provenant d'une ville non nommée et l'autre de Chiraz — décrivent des nuits de coups de feu et de drones, l'encerclement des rues et des arrestations, une coupure quasi totale des communications, ainsi qu'une dégradation accélérée de la situation économique. Ce témoignage est parvenu à Radio Zamaneh depuis une ville d'Iran. Afin de protéger l'auteur, nous ne publions ni son véritable nom ni le nom de la ville.

Coups de feu, drones et odeur persistante

Rafales de tirs. Fusillades continues. Coups de feu isolés tard dans la nuit. Détonations éparses après minuit. Des drones tournant au-dessus de la ville. Le grondement de ces sons, mêlé à l'odeur de la poudre, s'imprime dans la mémoire du corps et ne s'efface pas.

Notre maison se trouve près du centre-ville. En raison de son emplacement et de sa configuration, les bruits de la ville parviennent dans notre cour depuis toutes les directions. On entend tout.

Le jeudi 8 janvier au soir, les tirs étaient intenses et continus. Le vendredi 9 janvier au soir, ils l'étaient encore davantage. Jeudi 8, ils ont commencé vers 21 heures. Vendredi 9, ils ont débuté avant 20 heures. Pendant près de deux heures, ils se sont poursuivis sans interruption à pleine intensité, et on pouvait encore les entendre jusqu'à minuit.

Les drones sont apparus à partir du vendredi, le « vendredi sanglant » de notre ville. Lorsqu'ils volaient à basse altitude, le bruit était lugubre et terrifiant. Lorsqu'ils volaient plus haut, le son devenait étrangement banal, semblable à celui du moteur d'une petite moto.

Le samedi 10 janvier au soir, les tirs avaient diminué. Mais malgré un « défilé de la victoire » organisé le dimanche 11 janvier au soir, des coups de feu sporadiques ont continué la nuit pendant environ une semaine. Les drones sillonnaient le ciel pendant plusieurs jours après le défilé. Deux semaines après le « vendredi sanglant », lors des nuits de jeudi 22 janvier et vendredi 23, on pouvait encore entendre dans certains quartiers de la ville, des tirs occasionnels. (Lire la suite en page suivante) →

1

<https://www.radiozamaneh.com> https://en.wikipedia.org/wiki/Radio_Zamaneh

← (*suite de la page précédente*)

Une ville que l'on sentait en train de changer

Je n'avais jamais entendu ni vu la ville ainsi. Une ville réputée pour sa prudence, voire pour être un bastion du régime, est devenue extrêmement instable lors de ces nuits sanglantes de jeudi et de vendredi. Je suis sorti seulement brièvement le jeudi, puis de nouveau le samedi 10 janvier et le dimanche 11 janvier, entre environ 19 h et 21 h. J'ai parcouru les rues principales et les voies secondaires autour du centre-ville.

Le jeudi soir, le carrefour central était bondé. Pourtant, pendant les minutes où je m'y trouvais, aucun slogan n'était audible. Les forces de sécurité avaient bloqué toutes les voies menant au carrefour. Sur la place centrale, à côté du bazar dans le cœur traditionnel de la ville, une grande foule s'était rassemblée. On entendait plus de murmures que de chants. Pendant quelques secondes, la voix de plusieurs femmes s'est élevée au-dessus du bruit, scandant « Vive le Shah ». Puis la foule s'est immédiatement dispersée et a migré de l'autre côté de la place.

Ce jeudi soir, les rues principales comme les ruelles étaient extrêmement fréquentées. Les axes principaux et les plus grandes rues secondaires étaient strictement contrôlés. Les gens avaient des apparences diverses, mais beaucoup portaient des masques ou se couvraient le visage. L'air était glacial. On avait l'impression que chacun scrutait le visage des autres tout en évitant le contact visuel. Il était souvent difficile de distinguer les citoyen.nes ordinaires des forces de sécurité en civil.

En se déplaçant des quartiers pauvres et bas de la ville vers les quartiers plus riches et en hauteur, l'apparence des forces sécuritaires changeait. Dans les zones basses, elles étaient principalement en civil. Dans les zones hautes, elles portaient des uniformes militaires, avec au moins trois motifs distincts. Dans le centre-ville, on voyait un mélange de forces en civil et en uniforme. Pour protéger certains bâtiments, elles avaient déployé des armes lourdes. À chaque carrefour, des agents du régime, en civil ou en uniforme, étaient posté.es. Ils/elles circulaient en permanence le long des axes. Près des points de rassemblement, ce qui attirait l'attention, c'étaient de petits groupes d'agents en civil se déplaçant ensemble, quelques personnes à la fois, comme pour rester proches et vigilants.

Contrôles, embouteillages

Toutes les voies principales menant au centre-ville étaient complètement fermées. Les grandes rues secondaires restaient ouvertes, mais la circulation y était très dense. Les personnes quittant la place, celles qui y entraient, celles qui s'y déplaçaient, ainsi que les forces en civil, les passant.es ordinaires et les curieux/euses, se pressaient tous sur ces axes. La foule était si dense lors des premières heures du rassemblement de jeudi que les forces de sécurité avaient peu la capacité de la contrôler.

Le samedi 10 au soir, les rues étaient vides par rapport au jeudi 8. Moins de voitures circulaient que les nuits normales, et très peu de piéton.nes étaient présent.es. Des groupes de forces du régime en civil circulaient le long des axes principaux. Près d'un petit parc du centre-ville, l'un de ces groupes a arrêté un très jeune garçon. Il y avait beaucoup moins de piétons ordinaires que de forces en civil.

Un message qui parlait des événements

Cette nuit-là, alors que les SMS étaient encore coupés, un message de la police est apparu sur les téléphones portables. Même sans savoir ce qui s'était passé ailleurs, la formulation donnait l'impression d'un scénario préparé à l'avance pour une catastrophe planifiée.

Le message mettait en garde contre des « groupes terroristes et individus armés » prétendument présents lors de certains rassemblements la veille. Il affirmait qu'ils cherchaient à « provoquer des morts », annonçait une « décision ferme » de ne faire preuve d'aucune tolérance et promettait des mesures décisives contre les « émeutiers », un autre terme utilisé par la République islamique pour délégitimer les manifestant.es. Il exhortait les familles à « veiller sur leurs jeunes et adolescent.es ».

Les événements parlaient d'eux-mêmes, sans mots. On comprenait que des actes graves, et criminels, étaient en cours.

(Lire la suite en page suivante) →

← (*suite de la page précédente*)

La coupure d'Internet, et ce qui a suivi

La situation d'Internet reste catastrophique. Du 8 janvier au 23 janvier, l'accès à Internet a été presque totalement interrompu. Cette situation variait selon les régions et les fournisseurs.

Vers le 21 janvier, les emails sont redevenus accessibles brièvement, mais uniquement via le webmail. Ils ont ensuite été de nouveau coupés afin que la plupart des gens ne puissent pas s'en servir. Par la suite, la recherche par Google est devenue accessible et reste disponible jusqu'à aujourd'hui.

L'accès international à Internet semble être revenu dans certaines régions le vendredi 23 janvier. J'ai pu accéder à Internet international de manière limitée le samedi 24 janvier et consulter les réseaux sociaux grâce à Psiphon. Par la suite, l'accès aux emails via des VPN est également redevenu possible.

Même aujourd'hui, un accès Internet stable n'existe pas dans notre région. Les emails et les VPN ne fonctionnent qu'intermittemment, avec des interruptions constantes. Le filtrage est sévère et erratique. Parfois, les emails ne s'ouvrent que sur le téléphone, parfois seulement dans un navigateur web. Tor ne fonctionne pas sur Windows, mais ces derniers jours, il a parfois fonctionné sur Linux. Presque aucune application mobile ne fonctionne, à l'exception de quelques applications locales comme Divar. Dans les premiers jours, même la fonction de chat de Divar était bloquée, et cette restriction a perduré plusieurs jours après le rétablissement du service SMS.

L'économie en chute libre

La situation économique est terrifiante. Récession, inflation, augmentation du coût de l'alimentation et des besoins de première nécessité, semblent sans précédent. Les prix changent semaine après semaine. Par exemple, le prix des cigarettes Bahman est passé de 20 000 à 34 000 tomans en trois semaines.

Une grande partie des travailleurs/euses précaires, ainsi que des personnes dont l'emploi dépend d'Internet, ont été poussé.es dans la misère.

Un témoignage concernant la ville de Chiraz

En complément du récit précédent, et malgré de fortes perturbations d'Internet. Radio Zamaneh a également reçu de manière intermittente de brefs messages envoyés par un témoin de Chiraz,

Celui-ci décrit des rues remplies de personnes de tous âges, des adolescent.es et enfants, ainsi que des personnes âgées, dont une très vieille femme se déplaçant avec un déambulateur. Alors que la foule se dirigeait vers un complexe gouvernemental, les forces de sécurité ont dispersé les gens avec des gaz lacrymogènes et des tirs de balles en plomb, puis ont piégé les manifestant.es venant de deux directions. Lorsque les coups de feu ont commencé, beaucoup ont tenté de s'échapper en escaladant les murs des jardins — certains bordés de verre brisé — ce qui a causé de graves blessures à plusieurs d'entre eux/elles.

Le témoin rapporte que l'accès à Internet a été fortement restreint dès le début des manifestations, et que la plupart des outils de contournement, gratuits comme payants, ont cessé de fonctionner. Les messages ne pouvaient être envoyés que pendant de courtes fenêtres, principalement pour rassurer d'autres personnes sur le fait qu'eux/elles-mêmes et leurs proches étaient encore en vie.

Le témoin rapporte que la plupart des forces répressives présentes semblaient appartenir aux Gardiens de la Révolution et au Bassidj. Lors d'un incident, deux de leurs amis se sont réfugiés dans une impasse et ont été capturés. Faute de véhicules suffisants pour les transporter, certaines personnes ont été déplacées à pied. À l'extérieur de l'impasse, le témoin dit avoir vu les corps d'une fille et d'un garçon, apparemment tué.es par des balles réelles.

(Lire la suite en page 15) →

Regard palestinien sur la lutte des peuples d'Iran



Entretien avec Lana Sadeq, présidente de l'association 'Forum Palestine Citoyenneté'¹

SSTI : Bonjour Lana.

Tout d'abord, voici une introduction à cet entretien avec quelques questions.

Un sujet préoccupe certain.es d'entre nous depuis ces dernières semaines, depuis le début de manifestations en Iran, et surtout après la répression sanglante du régime contre les manifestant.es.

Face à la répression, on n'a pas vu en France beaucoup de réactions et de soutien envers les manifestant.es et les peuples d'Iran, de la part des militant.es pro-palestinien-nes, des militant.es politiques ou des syndicalistes.

Cette absence de position et de soutien n'est pas nouvelle mais cette fois, avec l'ampleur et le degré de violence de la répression du mois de janvier, c'est encore plus incompréhensible.

Comment expliques-tu cette attitude ?

Je pense que cette indifférence et non prise de position peut avoir plusieurs raisons :

- Les palestinien.nes et les militant.es pro-palestinien.nes pensent peut-être que du moment que le régime iranien soutient le peuple palestinien, la répression que ce régime inflige à son propre peuple ne les regarde pas. Ils/elles ne cherchent pas à connaître la vérité sur la répression, et se contentent de croire les mensonges du pouvoir iranien ;
- Ils/elles pensent peut-être que comme il existe un danger d'intervention militaire américaine et israélienne sur l'Iran, ils ne doivent pas critiquer le régime iranien ;
- Cela peut être à cause des gesticulations de Reza Pahlavi, le fils de l'ex-Shah, et/ou de ses partisans de l'étranger qui s'affichent dans le monde entier dans des manifestations avec des drapeaux américains et israéliens.

(Lire la suite en page suivante) →

¹ Lana est une Palestinienne de Cisjordanie occupée résidant en France. Une note sur l'association qu'elle préside est disponible sur le site de SSTI ([cliquer ici](#)).

← (suite de la page précédente) *Lana, nous avons pensé te demander ton avis en tant que militante palestinienne sur les questions suivantes :*

- 1) *Que penses-tu de la répression sanglante du régime iranien contre les manifestant.es.*
- 2) *Que pensent les palestinien.nes de ce massacre ?*
- 3) *Pourquoi des militant.es pro-palestinien.nes, des associations, des partis politiques ou des syndicats ne prennent-ils/elles pas de position claire sur ce massacre ?*

Lana : Bonjour,

Je suis d'accord avec ton introduction, je la partage même entièrement.

La position des palestinien.nes par rapport aux massacres commis par le régime iranien est un peu compliquée. Elle est même décevante pour moi comme pour beaucoup de militant.es qui sont pour la liberté du peuple iranien et pensent que le peuple iranien devrait bénéficier de tous ses droits : droit à la liberté, à la démocratie, aux élections libres et aussi à la justice sociale qui est importante.

Je ne sais pas si je peux dire cela au nom de beaucoup de palestinien.es. C'est en effet une question qui les divise, comme c'était le cas pour la Syrie. La révolution syrienne a beaucoup divisé les palestinien.nes.

Je vais revenir sur ce que l'Iran, le Hezbollah libanais et Bachar al-Assad ont nommé « l'axe de la résistance »², censé s'opposer à l'impérialisme américain et son hégémonie.

Cet axe est une illusion. Il n'incarne pas la résistance, en tout cas pas pour moi et beaucoup de palestinien.nes qui partagent le même point de vue.

Notre analyse est que le régime iranien, comme jadis celui de Bachar, n'ont jamais fait partie de la résistance. Il s'agit en fait de dictatures autoritaires, de régimes massacrant leurs peuples, et qui utilisent et instrumentalisent la question palestinienne pour les opprimer.

Le même courant de pensée existe parmi les palestinien.nes et d'autres arabes du Moyen Orient. Ils/elles pensent que, les opposant.es à l'impérialisme américain peuvent faire alliance avec n'importe qui, même avec des régimes autoritaires comme le régime iranien et d'autres, en oubliant complètement les aspirations légitimes de leur peuple. C'est ce qui s'est passé avec le peuple syrien, et c'est ce qui se passe pour l'Iran, maintenant ainsi que pendant la mobilisation du mouvement 'Femme Vie Liberté' il y a 3 ans.

C'est notamment le cas de certaines féministes de la région du Moyen Orient, dont des palestiniennes, qui refusaient de voir ce mouvement féministe se battant pour la liberté des femmes. Tout est ramené à une question géopolitique : Israël a tout fait pour réprimer et massacer le peuple palestinien, et certain.es palestinien.nes ne veulent pas voir tout ce qui se passe ailleurs. Le régime iranien en porte la responsabilité.

Le régime syrien était sous le contrôle du pouvoir iranien, qui décidaient pour lui. C'est toujours le cas du Hezbollah libanais. Le 4 février, le secrétaire général du Hezbollah a tenu un discours. Je ne l'ai pas écouté, mais j'en ai lu certains passages : il disait qu'il ne savait pas si, en cas d'une nouvelle attaque des États-Unis et Israël sur l'Iran, le Hezbollah ouvrirait un front pour soutenir l'Iran. Il a ajouté que ce serait le régime iranien qui déciderait pour eux. Cette déclaration explique très clairement que ce n'est pas le Hezbollah qui décide, mais le pouvoir iranien. Si celui-ci en fait la demande, ils le feront. Il a dit un truc très dangereux : si des groupes libanais ne veulent pas défendre l'Iran, eux en tant que Chiite, le feront. C'est dangereux parce que c'est une communauté religieuse qui déciderait pour tout le pays. Le Liban serait aux mains d'une confession, d'une communauté confessionnelle.

(Lire la suite en page suivante) →

2- Ce que le régime iranien a appelé « l'Axe de la résistance » est l'alliance qu'il avait constitué avec le régime de Bachar al-Assad, le Hamas, les Houtis du Yémen, et des milices chiites d'Irak.

← (*suite de la page précédente*) C'est peut-être pour ces raisons là qu'une partie des palestinien.nes justifient leur absence de soutien au peuple iranien.

De plus, comme tu l'avais dit dans ton introduction, le fait que les royalistes expliquent publiquement qu'ils/elles sont soutenu.es par Israël, et qu'ils/elles manifestent avec des drapeaux américains et israéliens, est aussi très important. Cela aussi empêche que des palestinien.nes prennent parti pour le peuple iranien.

D'autre part, depuis le début du génocide à Gaza, les palestinien.nes sont malheureusement très isolé.e.s, et Ils/elles finissent par ne penser qu'à leurs propres destin, ce qui est compréhensible. Cela joue aussi.

Mais je dois quand même dire que l'année dernière, après qu'Israël ait attaqué l'Iran, les palestiniens.nes attendaient de l'Iran des ripostes plus fortes contre Israël. Certaines personnes se sont moquées du régime iranien sous forme de plaisanterie : comment se fait-il qu'il sache à quelle date et à quelle heure il y aurait l'attaque ! Pour eux c'était comme un jeu, une mascarade. Cela a fait réfléchir certain.es palestinien.nes qui ont fini par penser que le régime iranien agissait pour ses propres intérêts, et pas pour ceux de la Palestine et du peuple palestinien.

Les partis politiques palestiniens sont très affaiblis. Ils ont été marginalisés par le Hamas ou l'Autorité palestinienne. Beaucoup sont financés par l'Iran, comme par exemple le FPLP. Recevant un financement important du régime iranien, ils sont à ses ordres. Rien n'est donc fait par la gauche palestinien.ne en faveur des mobilisations en Iran.

Il se passe malheureusement la même chose pour la Tunisie. On n'entend pas la gauche palestinienne prendre position pour la libération des prisonnier.es politiques. La société civile le fait un petit peu, mais pas tellement.

L'ambiance qui domine la région est que les peuples sont isolés les uns aux autres. Aujourd'hui chaque peuple ne prend en compte que sa seule légitimité, et cela touche aussi la question de l'Iran.

SSTI : Je pose la même question concernant les militant.es et organisations pro-palestiniennes.

Lana : Je reviens sur l'exemple de la Syrie. Le régime iranien a apporté un soutien inconditionnel à la répression des Syrien.nes par Bachar al-Assad. Un soutien pas seulement politique, mais aussi militaire, économique et logistique, notamment dans les communications. La question de la Syrie était impliquée dans tous les enjeux politiques. A cette époque, il y avait aussi des divisions au sein des mouvements de solidarité avec la Palestine. Je me souviens que dans les grandes associations des désaccords existaient, et elles n'ont pas voulu prendre de position claire. Elles expliquaient que cela ne faisait pas partie de leurs mandats et que si elles prenaient position, l'association se diviserait et éclaterait. A l'intérieur de ces associations, il y avait des militant.es des partisan.es d'Assad et/ou des autres composantes de « l'axe de la résistance ». Je leur expliquais qu'il y avait 500.000 palestinien.ne.s de Syrie massacré.es ou expulsé.es, des camps de réfugié.es palestinien.nes détruits dont ceux de Yarmouth, Neirab, des Palestinien.nes affamé.es. Et ceux qui ont attaqué en premier et bombardé le camp de Yarmouth n'étaient pas des terroristes djihadistes, mais le régime syrien.

Le minimum de la part de ces organisations aurait été de reconnaître que les 500.000 palestinien.nes réfugié.es en Syrie font partie des palestinien.nes à soutenir, et que leurs droits devaient être défendus. Ces organisations n'ont pas voulu, et aujourd'hui quand on leur parle de la question iranienne, les gens qui croient à cet « axe de la résistance » pensent que le régime iranien est le gardien et l'avant-garde de la défense des droits du peuple palestinien.

Moi je tiens à soutenir les peuples d'Iran. C'est difficile, il faut continuer à débattre, essayer de convaincre, expliquer, démontrer les mensonges du régime iranien. Malheureusement, certaines association et certain.es militant.es pro-palestinien.nes continuent à croire les mensonges du pouvoir iranien.

(*Lire la suite en page 33*) →

La République islamique, un pouvoir « assis sur une baïonnette »

Le secret de la survie de la République islamique, malgré des turbulences et des tempêtes dévastatrices vécues, malgré deux guerres majeures traversées, malgré la perte de toute légitimité intérieure et un isolement quasi total sur la scène internationale, malgré l'asphyxie économique, la perte de ses tentacules supplétives dans la région et des pertes extrêmement lourdes lors de la guerre de douze jours, repose sur trois facteurs fondamentaux :



- 1.** Dès le premier jour, une stratégie à long terme visant à empêcher à tout prix l'émergence, la formation et même l'embryon de toute forme d'organisation indépendante du régime — politique, syndicale ou civile — parallèlement à la répression physique systématique des organisations et des militant.es de gauche, démocrates et opposant.es au régime. Ce facteur a joué un rôle clé dans l'absence actuelle d'une force politique alternative à la République islamique, à un moment où l'ampleur des mobilisations fait trembler le régime.
- 2.** La politique de complaisance des puissances impérialistes et du marché mondial du capital envers ce régime, malgré des tensions et des divergences sérieuses.
- 3.** L'appui sur une force de répression idéologique fondée sur le chiisme duodécimain, messianique et dans l'attente de l'Imam caché, profondément croyante et engagée dans la domination de l'islam, totalement loyale au Guide suprême, aguerrie par de guerres et par la répression de multiples soulèvements urbains, dotée des équipements militaires, informationnels et de communication les plus modernes, et prête à commettre n'importe quel crime contre l'humanité.

Aperçu de la machine répressive de la République islamique d'Iran

Avant même de bâtir et d'organiser son appareil répressif structuré — les Gardiens de la révolution, le Bassidj, les milices paramilitaires, etc. — Khomeiny a voulu écraser ses contradicteurs ainsi que les personnes critiques. Alors que le processus révolutionnaire de 1979 était encore en cours, il s'est appuyé pour y parvenir sur ses partisans les plus déterminés. Cela s'est manifesté par des agressions physiques menées par des bandes de fanatiques religieux armés de couteaux et de gourdins, la perturbation violente de rassemblements ou meetings de gauche et/ou de démocrates, l'espionnage et la délation au sein des Comités et Conseils révolutionnaires et populaires, une propagande intense, des incendies criminels de locaux des opposants ; etc.

L'ADN des forces de répression de la République islamique est constitué de ces éléments. Le recours, dès l'origine, à une base sociale répressive, depuis la gestation du régime jusqu'à la création d'appareils officiels structurés, constitue une différence qualitative entre ce régime fasciste et totalitaire et les dictatures classiques ou issues de coups d'État, généralement appuyées sur l'armée héritée du régime précédent ou sur des groupes de mercenaires.

Certes, cette base sociale s'est largement effondrée au fil des décennies et le rapport entre la société et l'État s'est profondément transformé, mais la nature et l'essence fascistes du régime et de ses forces de répression demeurent largement celles façonnées dès l'origine.

• Le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI)

Le CGRI (Sépâhé-Pâssdârâne) est issu de Comités révolutionnaires et de Conseils de quartiers et d'usines apparus lors de la révolution, après les avoir préalablement « épurés » des forces de gauche. La discrimination (en termes de confiance et de valeur) envers (Lire la suite en page suivante) →

← (*suite de la page précédente*) l'armée héritée du Shah par rapport au CGRI, découle précisément de ces origines distinctes.

Durant les huit années de la guerre Iran-Irak (1980-1988), l'armée et le CGRI furent tous deux envoyés au front. Mais c'est le CGRI qui en est sorti comme une force combattante et commandante aguerrie et dominante. Depuis lors, l'armée est reléguée à l'arrière-plan, placée dans l'ombre du CGRI, voire sous sa surveillance du point de vue des services de renseignement et de sécurité.

Le nom même de « Gardiens de la révolution islamique » résume parfaitement sa fonction : être la colonne vertébrale de la protection du régime islamique. Les conditions de recrutement y sont extrêmement strictes, soumises à de multiples filtres sécuritaires, idéologiques et religieux, et chaque membre, quel que soit son rang, fait l'objet d'un contrôle permanent.

• Un empire économique sans équivalent

Le CGRI est devenu le principal actionnaire et bénéficiaire de l'économie nationale, à tous les niveaux : propriété foncière et ressources naturelles, production, industries militaires et nucléaires, internet, exportations et importations, système bancaire, pétrole et gaz, mines, mégaprojets de construction, gestion des réseaux de contrebande et de contournement des embargos.

Cette position économique monopolistique lui confère un pouvoir clé au sein de l'État, sans commune mesure avec celui des oligarchies ou mafias économiques classiques dans le monde. Le CGRI est devenu une composante centrale du pouvoir politique et de la grande « bourgeoisie » iranienne.

Il dispose en outre de son propre service de renseignement parallèle au ministère officiel, de centres de détention et de prisons indépendants de l'appareil judiciaire, de son agence de presse et de multiples institutions étatiques. À cela s'ajoutent ses forces parallèles dominant l'ensemble des structures militaires : forces terrestres, aérospatiales et navales du CGRI, Force Al-Qods, cyberarmée et Organisation du Bassidj. Le CGRI ne rend de comptes à personne d'autre qu'au Guide suprême et échappe à tout contrôle fiscal.

• Le Bassidj et les « civils en tenue »

Le génie cynique de Khomeiny et des architectes de la machine répressive a consisté, dès le départ, à disposer de plusieurs institutions parallèles, indépendantes les unes des autres, chacune dotée de missions spécifiques : CGRI, Armée, Bassidj, forces de l'ordre...



• L'Organisation du Bassidj

Créée par décret de Khomeiny dans le cadre du

projet des « vingt millions de bassidjis » (mobilisation des démunis) dans un pays alors peuplé de trente millions d'habitants, cette organisation est une structure de répression fasciste au sens strict, largement clandestine.

Outre sa mission officielle et visible — surveillance, identification, délation, constitution de dossiers, fonctions de « sécurité interne » et interventions violentes dans toutes les institutions publiques et privées (écoles, universités, administrations, usines, hôpitaux, transports, etc.) — elle assume une mission non officielle mais vitale : la répression directe des manifestations, grèves et mouvements de rue par les « soldats de l'Imam du Temps » (Imam caché), connus sous le nom de « civils en tenue ».

Organisés dans toutes les villes, quartiers et mosquées, en cellules armées d'armes blanches et d'armes à feu, ils opèrent sans uniforme afin que leurs crimes ne soient pas officiellement attribués à l'État. Ceux-ci sont présentés comme des actes des manifestants eux-mêmes ou comme une réaction « spontanée » de croyants fidèles contre les ennemis de l'islam et de la révolution. Le Bassidj recrute parmi des fanatiques religieux loyaux au régime et au Guide suprême, mais aussi parmi des prisonniers de droit commun.

(Lire la suite en page suivante) →

← (*suite de la page précédente*) Des condamnés à mort ou jugés dangereux sont graciés en échange de leur participation à la répression. Sont également recrutés des mercenaires attirés par les priviléges et avantages accordés aux bassidjis.

• Les forces de l'ordre de la République islamique

La police nationale compte plus de 260 000 agents actifs, incluant la police, les unités spéciales, les gardes-frontières et la police de la route. Une part essentielle des missions des unités spéciales consiste à « *contrôler les rassemblements illégaux, les émeutes et troubles à l'ordre public, rétablir l'ordre en situation de crise, protéger les sites sensibles et coopérer avec les services de sécurité* ».



Les unités spéciales sont déployées en premier contre les manifestations, utilisant des motos lourdes équipées de mitrailleuses, des armes de poing, des gaz lacrymogènes et chimiques, des matraques et des pick-up armés. Les bassidjis en civil interviennent en appui, armés de dagues et de pistolets, tout en assurant l'infiltration, le repérage, l'infexion et le contrôle des slogans, ainsi que la déviation des cortèges vers les pièges tendus par la police.

• Les forces supplétives régionales

La mission des forces supplétives régionales diffère de celle des forces de répression intervenant sur le territoire iranien, mais leur idéologie, leur loyauté et leur dépendance vis-à-vis du régime iranien sont identiques. Actives en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen, elles sont entraînées à la guerre et au meurtre, et font preuve d'une extrême brutalité.

La possibilité de leur recours pour renforcer la répression interne en cas de situation d'urgence a toujours été évoquée. Par le passé, et encore lors de la répression de janvier dernier, des informations ont fait état de leur participation directe à l'écrasement des manifestants.

Selon des statistiques approximatives, le régime disposerait d'une force de 125 000 à 190 000 membres du Corps des Gardiens de la révolution islamique, de plus d'un million de membres enregistrés du Bassidj — dont environ 90 000 éléments actifs et formés — ainsi que d'environ 260 000 policiers.

- Avec les deuxièmes plus grandes réserves mondiales de gaz, les troisièmes réserves de pétrole et une moyenne d'environ 280 jours d'ensoleillement par an, l'Iran n'a nullement besoin de l'énergie nucléaire. Si la République islamique a transformé le dossier nucléaire en une question de vie ou de mort et y a englouti des milliards de dollars, c'est uniquement parce qu'elle cherche à garantir sa propre survie et à doter son projet d'empire chiite - et l'*«Imam du Temps»* - de l'arme nucléaire.

Au vu de la structure et de la nature des forces de répression du régime, l'hypothèse d'une défection massive ou d'un effondrement interne conduisant à une chute rapide du régime apparaît hautement irréaliste•

← (*suite de la page 10*) Un témoignage concernant la ville de Chiraz

Il explique également que des détenu.es ont été contraint.es de s'allonger face contre terre, battu.es et filmé.es, avec des officiers marchant avec des bottes sur leurs doigts. Le témoin craint que certain.es détenu.es meurent en détention sans que personne n'en soit informé, et que les familles soient ensuite appelées à récupérer les corps. Il raconte également que les forces de sécurité identifient et arrêtent des personnes dont les téléphones étaient actifs à proximité des zones fréquentées et des lieux de rassemblement.

Le témoin explique qu'il partage ces détails, non seulement pour raconter ce qui s'était passé, mais aussi pour alerter sur les conditions de détention qu'il qualifie de « meurtres silencieux », ainsi que sur le traçage des utilisateurs d'Internet•

À l'occasion du 47e anniversaire de la révolution iranienne de 1979 et de l'établissement de la République islamique

Pourquoi la révolution iranienne de 1979 a-t-elle débouché sur une République islamique ?

- Pour comprendre l'issue de la révolution iranienne de 1979, il faut revenir sur un long siècle de luttes avortées contre l'autocratie. La Révolution constitutionnelle de 1906 avait pourtant posé les bases d'un État de droit avec une Constitution et un Parlement, dans le but de mettre fin au pouvoir absolu du monarque et d'établir une monarchie constitutionnelle. Mais cette tentative fut progressivement vidée de sa substance. En 1906 du pétrole a été découvert dans le sud de l'Iran et est devenu un enjeu vital pour l'impérialisme britannique.
- En 1921, à la faveur d'un coup d'État soutenu par la Grande-Bretagne, Reza Khan, officier cosaque, s'empara du pouvoir. En 1926, devenu Reza Shah Pahlavi, il mit fin à la dynastie Qadjar. Sa mission, confiée par l'impérialisme britannique, consistait à bâtir un État-nation centralisé, verrou stratégique anticommuniste au sud de l'Union soviétique. British Petroleum Company a obtenu le monopole de l'exploitation du pétrole pour un centième de Livre sterling le baril. Durant seize années de dictature, Reza Shah suspendit de facto la Constitution, réduisit le Parlement à un simple organe d'exécution, réprima férolement les opposants politiques, les libéraux, les démocrates, les socialistes, les communistes et les mouvements ethniques, emprisonna et exécuta des intellectuels critiques. Par la violence et la terreur, il confisqua des terres agricoles, exploita les plus fertiles et se les appropria à titre personnel, amassant d'immenses richesses. Son règne prit fin lorsqu'en raison de ses sympathies pour l'Allemagne nazie, il fut contraint par Londres d'abdiquer en faveur de son fils et de partir en exil.
- Son fils, Mohammad Reza Shah, lui succéda donc et régna pendant trente-sept ans comme allié fidèle de l'Occident dans la stratégie antisoviétique. L'Iran devint le « gendarme du Moyen-Orient » et un pilier de la « Ceinture verte » anticommuniste autour de l'URSS. Après la nationalisation du pétrole par le Premier ministre nationaliste Mohammad Mossadegh, un premier coup d'État anglo-américain échoua, forçant le Shah à fuir. Trois jours plus tard, en 1953, un second coup d'État réussit : Mossadegh fut renversé et le Shah réinstallé sur le trône.
- Dès lors, jusqu'en 1979, le pays vécut sous un régime policier et répressif, appuyé sur une redoutable police politique, la SAVAK. La priorité était claire : garantir les intérêts énergétiques et géopolitiques occidentaux, en particulier américains, éradiquer toute influence communiste et neutraliser les forces démocratiques de toute sorte. Les partis et journaux de gauche furent interdits, la censure généralisée, les militants communistes, démocrates et intellectuels critiques emprisonnés, torturés ou exécutés.
- Parallèlement, le pouvoir royal s'appuya délibérément sur le clergé chiite comme rempart idéologique contre le communisme. Les religieux bénéficièrent de soutiens financiers, d'une grande liberté d'organisation dans les mosquées, de moyens massifs pour la propagande religieuse, l'édition de livres et la formation de prédicateurs. Cette alliance stratégique avec le clergé fut un trait commun aux règnes du père et du fils. Selon le ministre d'information du Shah, le nombre de mosquées était de 200 au début de son règne, et de 55.000 l'année de sa chute.
- En 1963, sous la pression de l'administration Kennedy, le Shah lança des réformes limitées connues sous le nom de « Révolution blanche ». L'ayatollah Rouhollah Khomeini, jusque-là non hostile à la monarchie, s'y opposa vivement, notamment à la réforme agraire et aux droits politiques accordés aux femmes. Exilé en Irak la même année, il radicalisa, son discours et profita des réseaux religieux pour bâtir une organisation militante à l'échelle nationale... (Lire la suite en page suivante) →



← (*suite de la page précédente*)

- Lorsqu'à la fin des années 1970, les crises économiques et sociales débouchèrent sur une situation révolutionnaire, le pays se trouva sans alternative crédible au régime du Shah. Toutes les forces politiques de gauche, démocratiques, libérales ou républicaines avaient été totalement écrasées. Le seul acteur disposant d'un ancrage populaire, de ressources financières, de réseaux nationaux et d'une liberté d'action était le clergé. Khomeini exploita ce vide politique. Les manifestations de masse, malgré la répression, se prolongèrent pendant un an et prirent progressivement une coloration religieuse.
- Face à un mouvement devenu irréversible, les puissances occidentales cherchèrent une solution de rechange avant que les forces de gauche libérées des prisons ou revenues d'exil ne puissent s'organiser. La France accueillit Khomeini à Neauphle-le-Château, la radio BBC en persan lui offrit une tribune décisive, et en janvier 1979, lors de la conférence de la Guadeloupe, les dirigeants américain, britannique, français et ouest-allemand validèrent son rôle comme successeur du Shah.
- Le Shah quitta l'Iran le 16 janvier 1979. Le 1er février, Khomeini rentra triomphalement à Téhéran. Dix jours plus tard, la monarchie s'effondra et la République islamique prit sa place.
- En résumé, la République islamique d'Iran n'est pas une rupture surgie du néant. Elle est le produit direct de la stratégie anticomuniste occidentale et des politiques farouchement antidémocratiques du Shah, menées en alliance avec le clergé. Régime autoritaire et théocratique, elle constitue le fruit empoisonné de l'arbre de la dictature royale : en voulant étouffer la gauche, le Shah a nourri dans son propre foyer le serpent qui finit par le mordre.
- Aujourd'hui, l'Iran, est confrontée à un vide en matière d'alternative au régime en place, conséquence de quarante-sept années de despote fasciste et du massacre par ce celui-ci des forces de gauche, progressistes et démocratiques. Par une ironie amère de l'histoire, le fils de l'ancien Shah, bénéficie des milliards que son père a pillée à l'Iran. Il dispose d'une multitude de médias présentant le retour de la monarchie comme la seule alternative au régime des Mollahs. La réaction engendre la réaction, et les royalistes voudraient que l'histoire se répète sous la forme d'une comédie tragique•

La République islamique, fruit empoisonné de l'arbre de la dictature du Shah



Le pèlerinage du Shah profondément pieux avec ses deux fils (sans la Reine) au mausolée de l'Imam Reza

Présentation succincte de la République islamique d'Iran

La République islamique d'Iran n'appartient ni à la catégorie des dictatures classiques, ni même à celle des fascismes classiques : il s'agit d'un fascisme religieux spécial. Pour comprendre la nature du régime au pouvoir en Iran, il est indispensable de connaître le chiisme, ses fondements historico-sociaux en Iran, ainsi que le processus par lequel Khomeiny est arrivé au pouvoir, la manière dont le régime de la République islamique s'est consolidé et les objectifs qu'elle poursuit. Voici une introduction synthétique à ces éléments.

Le chiisme duodécimain

L'islam s'est scindé en deux grandes branches — sunnite et chiite — immédiatement après la mort du prophète Mahomet en 632, à la suite d'un désaccord sur sa succession. Les sunnites estimaient que le chef religieux de la communauté (le calife) devait être choisi parmi les compagnons du Prophète par consensus. Les chiites, en revanche, considéraient que Mahomet avait désigné son cousin et gendre Ali comme successeur.

Alors que l'autorité sunnite (le « califat ») repose de manière pragmatique sur la communauté et son consensus, l'autorité chiite (l'« imamat ») tire sa légitimité du caractère sacré et héréditaire de l'Imam, issu de la lignée d'Ali et des descendants de Mahomet. Le chiisme comprend plusieurs branches, toutes reconnaissant Ali comme premier Imam.

Les chiites d'Iran, d'Irak, du Liban, de Syrie et du Yémen sont majoritairement des chiites duodécimains. Ils reconnaissent douze Imams, tous descendants masculins d'Ali et de Fatima (fille du Prophète), considérés comme « infaillibles ». L'imamat prend fin avec le douzième Imam, le Mahdi, entré en occultation. Les chiites duodécimains attendent son retour, moment où, selon la croyance, lorsque l'injustice aura atteint son paroxysme, il apparaîtra pour instaurer la justice sur terre par l'épée, au prix d'un bain de sang.

La théorie politique du *Velayat-e faqih* (gouvernement du juriste-théologien)

Pour les chiites duodécimains, le *Velayat-e faqih* désigne le gouvernement de Dieu sur ses serviteurs par l'intermédiaire du représentant de l'« Imam occulté » durant sa disparition. Il en découle l'obligation religieuse d'une obéissance absolue de la communauté au Guide suprême. Toute opposition au *Velayat-e faqih* est assimilée à une guerre contre Dieu (*moharebeh*) et possible de la peine de mort — une accusation aujourd'hui invoquée par l'appareil judiciaire de la République islamique pour justifier juridiquement et religieusement la répression sanglante des protestations en Iran.

Du concept à la réalité du pouvoir

L'Islam est entré en Iran au VII^e siècle. Le chiisme duodécimain est devenu religion officielle de l'Iran au XVI^e siècle. Jusqu'à la révolution de 1979, les gouvernements iraniens n'étaient pas directement dirigés par le clergé, mais s'appuyaient sur lui. (Lire la suite en page suivante) →



← (*suite de la page précédente*) De la Révolution constitutionnelle de 1906 jusqu'en 1979, selon la Constitution un comité constitué de cinq ayatollahs disposait d'un droit de veto sur les lois votées par le Parlement afin de vérifier leur conformité avec l'Islam.

Le *Velayat-e faqih*, (gouvernement du docte) c'est-à-dire la domination politique directe du clergé chiite duodécimain, est devenu pour la première fois une réalité historique après de la révolution de 1979, avec la prise du pouvoir politique par Khomeiny et les religieux chiites.

Cette théorie était pourtant ancienne et largement tombée dans l'oubli. De nombreux ayatollahs y étaient opposés, estimant que le clergé ne devait pas gouverner directement. Pendant des siècles, les Rois d'Iran s'étaient appuyés sur le clergé, et celui-ci soutenait en retour la monarchie. Khomeiny lui-même, jusqu'à son exil en Irak en 1963, soutenait le régime monarchique de Mohammad Reza Shah et entretenait avec lui une relation critique mais réformatrice. Sa critique la plus radicale se limitait à conseiller au Shah de s'éloigner des Baháïs, considérés par les chiites comme des apostats.

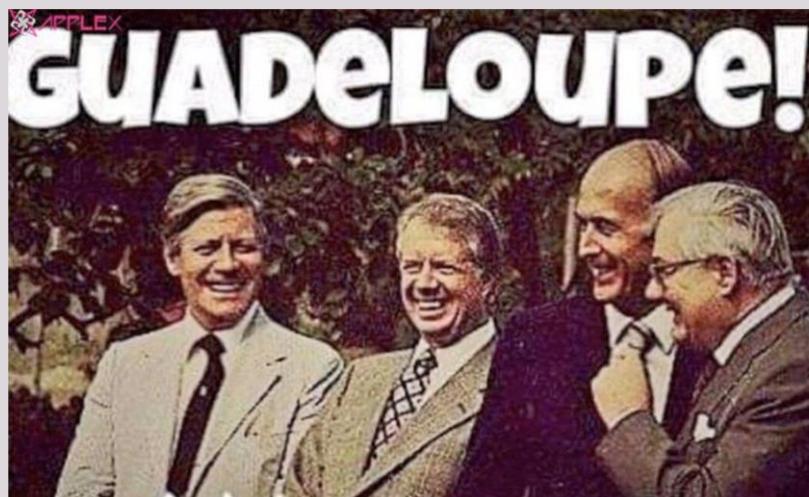
Son exil nourrit une rancœur personnelle envers le Shah. Depuis Bagdad, il intensifia sa propagande par l'envoi de tracts et de cassettes audio, diffusées clandestinement par un cercle restreint de partisans. Le fait qu'il ait été l'un des rares religieux de haut rang à s'opposer au Shah lui conféra ultérieurement un capital politique, à la fin du mouvement révolutionnaire de 1979.

Jusqu'aux derniers mois avant le chute du monarchie (11 février 1979), Khomeiny était peu connu du grand public et n'était pas perçu comme une figure politique majeure. Lorsque, sous la pression du président américain Jimmy Carter, des prisonniers politiques — majoritairement de gauche ou membres des Moudjahidine du peuple — furent libérés et que les grèves ouvrières du secteur pétrolier prirent de l'ampleur, les puissances impérialistes s'inquiétèrent.

La France et le Royaume-Uni mirent alors Khomeiny en avant en lui faisant quitter l'Irak, puis l'accueillir en région parisienne, à Neuilly-sur-Seine. Ses discours y étaient enregistrés, puis diffusés depuis Londres par la radio en persan de la BBC. Khomeiny y affirmait notamment que « les religieux ne doivent pas gouverner » et qu'une fois revenu en Iran, il se retirerait à la ville sainte de Qom pour enseigner.

La conférence de la Guadeloupe

Suite à la conférence de la Guadeloupe réunissant les chefs d'Etat de France, de Grande-Bretagne, des Etats-Unis et d'Allemagne de l'Ouest (4 au 7 janvier 1979), Khomeiny fut reconnu par les grandes puissances occidentales comme successeur du Shah. Les Etats-Unis demandèrent à l'armée iranienne de se rallier à lui. Khomeiny fut également sacré : il reçut le titre d'«Imam », son visage fut «vu dans la lune», et des foules chiites imprégnées de superstition le perçurent comme le représentant de l'Imam occulté.



Helmut Schmidt, Jimmy Carter, Valéry Giscard d'Estaing et James Callaghan en Guadeloupe (4 au 7 janvier 1979)

La révolution changea alors brutalement de direction.

Lors de la rédaction de la nouvelle Constitution (adoptée en octobre 1979), Khomeiny profita de l'autorité exceptionnelle que lui avaient conférée les puissances occidentales et des omets illusionnées pour imposer le *Velayat-e faqih* comme pilier central du régime. Après sa mort en 1989, une révision constitutionnelle transforma ce principe en *Velayat-e faqih absolu* — une autocratie religieuse totale.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Les objectifs de la République islamique

Les objectifs fondamentaux de la République islamique d'Iran ont été :

1. L'imposition de la charia islamique à tous les aspects de la vie en Iran ;
2. La création d'un quasi-empire chiite centré sur l'Iran, englobant les chiites d'Irak, du Liban, de Syrie et du Yémen.

L'idéologie de la République islamique

Contrairement à l'idéologie socialiste ou communiste, l'idéologie islamique n'est pas anthropocentrique. Elle ne reconnaît pas à l'être humain d'autre valeur que celle de serviteur d'Allah. Les droits humains n'y ont aucune place, puisque tous les droits appartiennent à Dieu et que l'être humain n'a face à Lui que des devoirs. Revendiquer des droits devient donc un crime ; la critique est assimilée à un affaiblissement du régime, l'opposition au *Velayat-e faqih* à une guerre contre Allah.

L'égalité est perçue comme une injustice, car Allah n'aurait pas créé les êtres humains égaux. Les inégalités sociales seraient conformes à l'ordre divin. Dans cette idéologie, lutter contre les discriminations équivaut à nier la justice divine. La culture chiite exalte le sang, la mort et le martyre, et accorde peu de valeur à la vie humaine : coupable ou innocent, la mort est justifiée.

La mission de la République islamique n'est pas le bien-être des citoyen-ne-s, mais le service d'Allah et l'expansion de la charia chiite. C'est au nom de cette vision que le régime a appauvri la population iranienne pour financer des armements lourds et l'expansion de son empire chiite régional. Le fait qu'un régime porté au pouvoir à la faveur d'un soulèvement des masses populaires soit aujourd'hui assiégié par la colère de la majorité et recourt à la répression sanglante pour survivre est le produit direct de cette idéologie obscurantiste et anti-humaine.

L'anti-impérialisme revendiqué par la République islamique ne comporte aucune critique du capitalisme ; il se limite à une hostilité envers la culture et la modernité occidentales. Son antagonisme avec Israël procède à la fois d'une idéologie antisémite et de son projet impérial chiite.

Conclusion

Un clergé chiite, arrivé au pouvoir à la faveur d'une révolution de masse au XX^e siècle, s'emparant d'un pays immense aux ressources considérables et utilisant les technologies modernes pour consolider sa domination, n'a jamais été disposé à renoncer à une telle position historique. Il est prêt à sacrifier jusqu'au dernier citoyen pour préserver le régime.

Ce n'est ni une dictature classique ni un fascisme ordinaire : c'est l'une des formes les plus sanglantes et inhumaines de fascisme religieux.

Dès les premiers jours, Rafsandjani, l'un des architectes du régime, déclarait : « Le Shah a reculé, nous l'avons chassé. Nous ne commettrons pas la même erreur. » Khomeiny décrétait quant à lui que « La survie du régime prime sur celle de l'islam lui-même, et même plus que la vie de l'Imam du Temps (Mahdi) ».

Khamenei agit aujourd'hui dans la même logique : **un seul principe, un seul objectif — la survie du régime à n'importe quel prix•**

La lutte continue!

DECLARATION DE L'ASSOCIATION DES ECRIVAIN.E.S D'IRAN



**IRANIAN WRITERS'
ASSOCIATION**

IWA

Le massacre des manifestant.es n'entrave pas la voie de la quête de liberté

La République islamique a répété, en l'espace d'environ deux semaines et à une échelle vaste et terrifiante, l'ensemble des crimes qu'elle avait commis au cours de quarante-sept années de domination sanglante. Comme on le redoutait, « le régime a rempli les prisons et les cimetières de manifestant.es ».

Le pouvoir, en coupant toute possibilité de communication — de l'Internet aux SMS et lignes téléphoniques — a massacré, dans un silence absolu, une population à bout de souffle. Il a qualifié les personnes massacrées d'« émeutier.es » et d'« ennemi.es », ouvrant ainsi la voie à la poursuite d'une guerre totale contre le peuple. Il a enlevé les blessé.es des hôpitaux, enterré les mort.es en secret, entassé des monceaux de cadavres dans des hangars et les a stockés dans des semi-remorques. Il a envoyé des proches sans repères fouiller parmi les tas de corps à la recherche des leurs. Il a arrêté des milliers de personnes — enfants, personnes âgées et jeunes —, augmenté le nombre des disparitions forcées de ces quarante-sept dernières années et, en poursuivant une politique d'intimidation, tenté de faire taire les témoins des crimes, y compris le personnel soignant. Dans un climat de répression féroce et de monopole du régime sur l'information, le pouvoir a consigné sa version des événements dans ses propres médias avec une mise en scène triomphale.

Cette spirale de mort a plongé une société endeuillée et meurtrie dans une stupeur telle qu'il peut sembler désormais impossible d'opérer un changement fondamental de l'ordre existant par la seule volonté du peuple. L'ampleur terrifiante des crimes du pouvoir a ouvert la voie à l'intervention de forces exploiteuses, leur permettant de dissimuler leur histoire coloniale sanglante derrière le masque du « sauveur » et de tirer profit de ce moment de sang et de soulèvement populaire. Il ne fait aucun doute que celles et ceux qui lient le rêve de liberté à une intervention militaire extérieure souhaitent fonder leur édifice sur les ruines de cette terre. Le destin du peuple n'est pas de devoir choisir entre les agissements du pouvoir et ceux des puissances étrangères. L'histoire des soulèvements passés, des répressions et des nouveaux soulèvements a montré que la force et la volonté d'un peuple exaspéré par la corruption, la discrimination et les inégalités ne disparaîtront pas : elles s'organiseront consciemment et s'imposeront aux détenteurs du pouvoir et du capital. Ce sont les peuples qui déterminent leur propre destin.

L'Association des écrivain.es d'Iran, qui depuis des années, malgré la répression du pouvoir, défend sans aucune restriction ni exception le droit à la liberté d'expression. Elle se tient constamment aux côtés du peuple épri de liberté, sera, de toutes ses forces, la voix des opprimé.es et des partisan.es de la liberté jusqu'à la tenue d'un procès populaire et équitable de tous les donneurs d'ordre et exécutants des crimes du régime. L'Association des écrivain.es d'Iran appelle les écrivain.es épri.es de liberté et les institutions alliées du monde entier à ne pas détourner un seul instant leur regard de l'Iran et à être la voix des manifestant.es, des survivant.es et des personnes détenues•

Association des écrivain.es d'Iran

Téhéran, 27 janvier 2026

Déclaration de l'Association professionnelle des enseignant.es d'Iran (Téhéran) condamnant le massacre et la répression sanglante des manifestant.es

Depuis quarante-sept années, le peuple iranien subit un régime inefficace, corrompu et sanguinaire. Exaspéré, il est descendu dans la rue pour reprendre son « droit à la vie » et sa « dignité humaine ». Comme à son habitude, la réponse du pouvoir, a été les balles, la répression et la brutalité.

Après près d'un demi-siècle de gouvernance, la République islamique ne connaît toujours aucun autre langage que celui du châtiment et de la répression pour s'adresser à la nation. Une fois encore, le pouvoir, en recourant à la propagande médiatique et aux



scénarios éculés des « agents étrangers » — un modèle usé et voué à l'échec, en place depuis les années 1980 jusqu'à aujourd'hui — tente d'effacer de ses mains la tache infamante de ces tragédies ; ignorant que ces mensonges ne sont désormais plus crédibles, même pour les rares soutiens du régime.

En moins d'une semaine, l'un des chapitres les plus sanglants de la répression dans l'histoire contemporaine de l'Iran a été écrit. Des dizaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes ont été plongé.es dans le sang et la poussière, et des milliers d'autres se trouvent dans des centres de détention sécuritaires et des prisons, soumis.es aux conditions les plus inhumaines.

Selon les statistiques documentées des organisations de défense des droits humains et les observations de terrain des associations professionnelles d'enseignant.es, plus de 150 enfants et adolescent.es (de moins de 18 ans) ont vu leur vie sacrifiée sur l'autel du maintien du pouvoir, et plus de 10 enseignant.es intègres ont été, au cours de ces manifestations, victimes de la répression systématique exercée par les forces de sécurité et militaires.

En tant qu'Association professionnelle des enseignant.es de Téhéran, tout en présentant nos condoléances à la nation endeuillée, nous déclarons clairement que nous nous tenons de toutes nos forces aux côtés des revendications de justice et de liberté du peuple, et que nous considérons comme notre devoir moral et civique de faire partie du processus menant à la démocratie, aux droits humains et à la justice sociale dans notre pays.

De plus, en tant qu'institution civile et professionnelle, nous formulons explicitement les revendications suivantes :

1. Le pouvoir doit, au lieu de diffuser des mensonges, assumer la responsabilité de ce massacre de grande ampleur et mettre fin à la militarisation des établissements éducatifs.
2. Toutes les personnes détenues, en particulier les élèves et les enseignant.es enlevé.es et emprisonné.es, doivent être libérées immédiatement et sans condition.
3. Nous appelons la société civile mondiale ainsi que les syndicalistes et salarié.es du monde entier à manifester leur solidarité avec le peuple iranien face à cette barbarie flagrante et à porter la voix de l'oppression du peuple iranien à l'attention de l'opinion publique internationale•

31 janvier 2026



Le Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie des autobus de téhéran et de sa banlieue (VAHED) condamne le massacre des manifestant.e.s



Le peuple opprimé de notre pays pleure une fois de plus ses enfants. Cette fois-ci, le massacre des manifestants et manifestantes qui s'opposaient aux politiques économiques et sociales de la République islamique est encore plus généralisé et horrible que les massacres de rue des années 1980, ainsi que les massacres de décembre 2017/janvier 2018, novembre 2019 et septembre 2022.

Le choc immense qui a saisi la société ne provient pas de la surprise – car nous avons toujours connu l'étendue de la malveillance et de la brutalité des forces répressives au pouvoir – mais plutôt du fait que les dirigeants, sans la moindre considération, ont décidé de procéder au massacre de milliers d'enfants de ce pays. Cela prouve une fois de plus que tout espoir de réforme ou de changement au sein du système est définitivement perdu, même pour les individus les plus optimistes et les plus naïfs.

Le pouvoir en place a une fois de plus démontré qu'il n'accordait aucune valeur à la vie du peuple et de nos enfants. Comment peut-on commettre un tel massacre et ensuite, avec un comportement impitoyable et inhumain, exposer les corps des victimes aux yeux du public ? Un tel gouvernement peut-il conserver la moindre légitimité dans l'esprit du peuple ?

À la suite de la publication de la déclaration du Syndicat intitulée « Soutenir la juste lutte du peuple ; avancer vers une liberté et une égalité réelles, et non vers un retour au passé », nous avons nous aussi, comme plus de 93 millions de personnes à travers le pays, été privés d'accès à Internet et à d'autres moyens de communication. Un black-out systématique qui s'est poursuivi jusqu'à ces derniers jours, et même aujourd'hui, les communications restent peu fiables. Néanmoins, le Syndicat continue de souligner son principe fondamental et inviolable : la véritable libération du peuple iranien n'est possible que grâce à un leadership collectif et à la participation consciente, organisée et indépendante de l'ensemble de la classe ouvrière, ainsi que des autres couches opprimées du pays, et non par une intervention militaire des États-Unis et d'Israël, ni par aucune autre puissance étrangère avide de pouvoir ou par leurs forces affiliées et alliées.

Tout en condamnant fermement le massacre des populations défavorisées du pays, le Syndicat présente ses sincères condoléances aux familles et aux proches des personnes tuées lors du soulèvement de janvier et exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous les détenus.

On entend parler tous les jours d'exécutions. Le gouvernement doit savoir que même l'exécution de milliers de prisonniers politiques dans les années 1980 n'a pas empêché le peuple de continuer à réclamer justice, liberté et égalité.

Les massacres et les exécutions de masse d'aujourd'hui, dans une société beaucoup plus grande, mieux informée et plus diversifiée, ne pourront pas seulement contenir les profondes protestations sociales et le mécontentement, mais ils augmenteront également l'ampleur de la colère publique.

La voie la moins coûteuse pour le peuple et le pays est que vous vous retiriez tous immédiatement et que vous mettiez fin immédiatement à la machine à tuer, à la répression et à la destruction du pays•

Vive la liberté, l'égalité et la solidarité du peuple !

La solution pour les travailleurs, les travailleuses et le peuple réside dans l'unité et l'organisation.

Les organisations syndicales françaises solidaires des iraniennes et iraniens



Les organisations syndicales françaises, CFDT, CGT, UNSA, FSU et Solidaires expriment leur plein soutien aux mobilisations en cours en Iran, qui se déroulent dans un contexte d'effondrement économique, d'hyper inflation et d'explosion de la pauvreté.

Face à cette colère légitime et à une mobilisation puissante, la République islamique d'Iran répond par une répression accrue, des violations massives et systématiques des droits humains et d'atteintes répétées aux libertés fondamentales. Aujourd'hui, les manifestant.es déplorent des centaines de morts, des arrestations massives, des détentions arbitraires et des violences les visant. Les forces de "maintien de l'ordre" interviennent jusque dans les hôpitaux où des blessé.es sont soigné.es.

Depuis plusieurs semaines, les autorités iraniennes ont intensifié les arrestations arbitraires, multiplié les violences et les entraves graves aux droits de la défense, prononcé de lourdes condamnations à l'encontre des manifestant·es, des syndicalistes et des défenseur·es des droits humains.

Les revendications sociales et syndicales sont systématiquement criminalisées, l'appareil judiciaire et sécuritaire instaure un climat de peur pour étouffer toute forme de contestation collective.

Ces pratiques sont en violation flagrante des engagements internationaux de l'Iran, notamment des Conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) et des Pactes internationaux relatifs aux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels.

Les organisations syndicales dénoncent la criminalisation systématique des revendications sociales et syndicales, ainsi que l'utilisation de l'appareil judiciaire et sécuritaire pour faire taire toute contestation.

Elles rejettent également les tentatives d'ingérence extérieure provenant, notamment, des Etats-Unis et d'Israël.

Les femmes occupent une place importante dans les mobilisations actuelles en Iran, qui ont repris depuis fin décembre dans de nombreuses villes du pays. Leur engagement ne se limite pas à des revendications économiques, mais s'inscrit aussi dans une contestation plus large des atteintes aux libertés fondamentales et de la ségrégation de genre imposée par le régime des mollahs. Elles subissent une répression spécifique particulièrement violente : arrestations massives, détentions arbitraires, viols et violences physiques en tous genres...

Les jeunes sont également au cœur des mobilisations et figurent parmi les premières cibles de la répression.

Nombre d'entre eux/elles sont arrêté.es, lourdement condamné.es, et certain.es exécuté.es à l'issue de procédures expéditives, dans une stratégie assumée de terreur visant à dissuader la jeunesse iranienne de s'engager et de se mobiliser.

Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, UNSA, FSU et Solidaires réaffirment leur attachement indéfectible à la solidarité internationale entre les travailleuses et les travailleurs et entre les peuples. Elles appellent les autorités françaises, européennes et l'ensemble des instances internationales compétentes à agir sans ambiguïté et avec détermination pour exiger la fin immédiate de la répression, le respect des libertés fondamentales et la protection effective des personnes mobilisées.

(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Elles exigent notamment :

- la fin immédiate de la répression contre les mobilisations sociales, syndicales et citoyennes ;
- la liberté d'organisation et de manifestation ;
- la libération de toutes les personnes détenues pour avoir exercé leurs droits fondamentaux ;
- le respect par l'Etat iranien de ses engagements internationaux en matière de droits humains et de libertés syndicales ;
- l'arrêt immédiat des exécutions et l'abolition de la peine de mort.

Les organisations syndicales françaises continueront à porter ces exigences dans toutes les instances nationales, européennes et internationales.

Elles apportent leur soutien aux travailleuses, travailleurs et à l'ensemble de la société civile iranienne dans leur mobilisation pour la justice sociale et les libertés fondamentales.

Elles appellent à se joindre au rassemblement **le samedi 17 janvier à Paris à 15h, place du Panthéon**•

Paris, le 13 janvier 2026

Message de solidarité du Syndicat des travailleurs/euses des transports de Milan, Italie

Au cours des dernières semaines, nous avons suivi les protestations dans votre pays. Les grèves et les manifestations ont été violemment réprimées dans de nombreuses villes.

Nous exprimons notre pleine solidarité avec votre lutte. Nous partageons l'analyse formulée dans l'un de vos communiqués : les protestations visent « à construire un avenir libéré de la domination du capital, fondé sur la liberté, l'égalité, la justice sociale et la dignité humaine ». Les travailleurs/euses, pour se libérer, ne doivent compter que sur leur propre force.



Le monde d'aujourd'hui est marqué par des conflits meurtriers et se prépare à des affrontements encore plus dévastateurs. Cela se manifeste par le réarmement auquel se livrent toutes les puissances.

Ces dernières années, il est devenu de plus en plus évident qu'il n'existe aucun traité, accord ou loi internationale capable d'empêcher la guerre. Manifestement, la force est la seule chose qui compte désormais. C'est pourquoi les travailleurs/euses de chaque pays ne doivent pas se laisser entraîner dans le piège du nationalisme et du fanatisme. Au contraire, ils/elles doivent s'unir les un.es aux autres, indépendamment de la couleur de peau, de la religion ou de la nationalité.

Les travailleurs/euses, en s'unissant au sein d'une organisation cohérente, peuvent devenir une force parmi les forces, et lutter pour mettre fin à ce monde d'exploitation et de barbarie•

13 janvier 2026

Syndicat des travailleurs/euses des transports de Milan, Italie

Travailleurs/euses FILT-CGIL ATM – Compagnie des transports de Milan

FILT-CGIL workers ATM – MILAN TRANSPORT COMPANY

Paris se mobilise contre les massacres en Iran



Le samedi soir 17 janvier 2026, lors d'une marche sans précédent organisée par le Collectif Roja, l'Association Iran Justice et Freedom for Iran, et soutenue par divers groupes politiques, une foule d'environ 5 000 à 6 000 personnes s'est rassemblée à Paris. En condamnant le massacre et les violences perpétrés par le régime contre les manifestant·e·s en Iran, les participant·e·s ont déclaré leur solidarité avec les peuples iraniens.

Cette manifestation a rassemblé une large diversité de collectifs iraniens, kurdes, féministes-queer et de gauche, ainsi que des syndicats français et de nombreuses organisations de défense des droits humains, et politiques de France. Les principaux partis de gauche ont soutenu l'appel à la mobilisation et y ont pris part. SSTI y Participé activement.

Le cœur du rassemblement était la condamnation des assassinats, des violences et des crimes de la République islamique, ainsi que le soutien aux manifestant·e·s et aux prisonnier·e·s politiques. Tout au long de la marche, des slogans ont été scandés, notamment « Jin, Jiyan, Azadi », « Ni monarchie, ni mollahs », « Non à l'intervention étrangère » et « Libérez les prisonnier.es politiques ».

Étant donné qu'un rassemblement d'une telle ampleur à Paris est sans précédent depuis le soulèvement « Femme, Vie, Liberté », il peut être considéré comme une démonstration importante de la présence du bloc d'opposition de gauche dans la diaspora -un bloc capable non seulement d'adopter une position claire, explicite et résolue contre les violences de la République islamique, mais aussi de rassembler un grand nombre de personnes opposées à la fois à la monarchie et à la République islamique autour du mot d'ordre « Ni monarchie, ni mollah - liberté et égalité ». Ce slogan, entendu à maintes reprises depuis le soulèvement de Jina jusqu'aux mouvements les plus récents dans les rues d'Iran, reflète une opposition largement partagée tant au pouvoir monarchique qu'au pouvoir religieux.

Déclaration de SSTI

Trois semaines se sont écoulées depuis le début du soulèvement courageux des peuples d'Iran.

Les protestations, qui ont commencé par la grève des commerçants du bazar de Téhéran contre la hausse des prix, la vie chère et du taux du dollar, se sont très rapidement transformées en contestations nationales.

Deux ans après le soulèvement populaire, déclenché à la suite de l'assassinat brutal de Mahsa Jina Amini, les iraniennes et iraniens sont de nouveau descendu.es dans les rues de nombreuses villes en scandant « A bas le dictateur » et « mort à Khamenei ». On a aussi entendu à l'Université ou dans les quartiers « Ni monarque, Ni guide, Liberté et Egalité ». *(Lire la suite en page suivante) →*

← (*suite de la page précédente*) La République islamique, fidèle à sa tradition de cruauté vieille de 47 ans, a une fois de plus envoyé ses forces de sécurité, la police et les Gardiens de la révolution affronter la population.

Dans la poursuite de la répression et de la volonté d'écraser le soulèvement, le régime a coupé l'essentiel des moyens de communications avec l'étranger : les communications téléphoniques internationales sont extrêmement limitées et Internet est complètement coupé.

Le régime se livre à un véritable massacre, à huis clos.

L'ampleur des luttes et la radicalité des slogans contre la République islamique sont sans précédent. Des citoyen.nes désarmé.es sont descendu.es dans la rue en criant leur volonté d'en finir avec le régime théocratique.

En raison de la coupure d'internet, les informations parviennent difficilement à l'étranger. Toutefois, on parle de milliers, voire de dizaines de milliers de mort.es.

Les arrestations sont massives.

L'écrasante majorité du peuple iranien est opposée à toute intervention étrangère, en particulier militaire. Donald Trump, le président imprévisible des États-Unis, en affirmant que « l'aide [américaine] est en route », nourrit à la fois de faux espoirs chez une partie de la population et trouve un prétexte supplémentaire au régime pour intensifier la répression.

Le peuple iranien a besoin du soutien des forces progressistes du monde entier. En Occident, il faut faire pression sur les gouvernements pour qu'ils renoncent à toute forme de compromis ou d'arrangement avec le pouvoir iranien.

Au lieu de négocier avec ce régime dictatorial, ils doivent exercer une pression réelle par des voies politiques, diplomatiques et économiques, pour mettre fin aux massacres et à la répression.

Le régime de la République islamique est violemment rejeté par l'immense majorité de la population. Le peuple iranien, avec le soutien des peuples du monde, poursuivra sa lutte pour son renversement.

Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran soutient de toutes ses forces les luttes du peuple iranien à travers tout le pays, et remercie toutes les organisations apportant leur solidarité aux Iranien.nes et Iraniens en lutte.

Paris, 17 janvier 2026

Manifestations étudiantes de janvier 2026 – 86 mort.es, cinq suicides et boycott national des examens

Au moins 86 étudiant·e·s ont été tué·e·s lors des manifestations de janvier 1404, selon des sources universitaires. Ce chiffre ne reflète pas la totalité des victimes, en raison des pressions sur les familles et des restrictions sur les communications. Des centaines d'étudiant·e·s ont également été arrêté·e·s, tandis que la fermeture des universités a favorisé une répression silencieuse.

La situation a eu des conséquences tragiques : cinq étudiant.es se sont suicidé.es récemment, victimes de pressions psychologiques et sécuritaires.

En réponse, les étudiants en sciences médicales de 29 universités à travers le pays ont lancé un boycott coordonné des examens, réclamant justice pour leurs camarades assassiné.e.s et refusant la normalisation de la répression.

Conseil de coordination des protestations des infirmières et infirmiers

A propos des crimes dans les centres de soins

Le mois de janvier 2026 a été composé d'une succession de jours horribles pour les infirmier-es, le reste du personnel soignant, et bien entendu l'ensemble du peuple iranien. Des événements sanglants et des massacres de rue vastes et généralisés ont fait des hôpitaux et des centres de soins, un champ de bataille entre l'ignominie et l'humanité.

Le mois de janvier 2026 est désormais un modèle de ce que le crime organisé est capable de faire pour violer ouvertement et détruire le caractère sacré des soins médicaux dans les hôpitaux, ainsi que toutes les normes internationales.

Des blessé.es qui s'étaient réfugié.es à l'hôpital auprès du personnel soignant pour être traité.es et sauvé.es de la mort ont été brutalement assassiné.es sur leurs lits d'hôpital ou enlevé.es, sous les yeux médusés des infirmier.es et du personnel médical.

Des ambulances, au lieu de transporter et de protéger les blessé.es, ont été détournées pour transporter les forces de répression, ou bien, lorsqu'elles transportaient des blessé.es, ont été criblées de balles.

Toutes les normes humaines et professionnelles du domaine des soins ont été brisées. Les établissements de santé se sont transformés en scènes de guerre et de massacre des êtres humains.

Les forces répressives ont placé, les infirmiers, les infirmières et le personnel soignant dans une situation insupportable. Elles nous ont menacé.es et arrêté.es, afin de nous empêcher d'accomplir nos devoirs professionnels et humains envers des blessé.es.

Nous, les infirmier.es et le personnel soignant avons toujours été aux côtés du peuple dans toutes les situations de crise, et nous avons accompli avec dévouement nos devoirs professionnels et humains.

Les numéros de téléphone qui avaient été communiqués par les médecins et les infirmiers avant la coupure d'Internet afin de pouvoir prendre en charge les blessé.es ont entraîné des arrestations et la fabrication de dossiers sécuritaires.

Les médecins et les infirmier.es sont venu.es en aide aux blessé.es, que ce soit dans les rues, dans les centres de soins ou à domicile, et en chemin, certain.es d'entre eux/elles ont été tué.es.

Nous, infirmières, infirmiers et personnels de santé, nous protestons depuis des années contre nos conditions de vie et de travail. Notre contestation a dû faire face à la répression, aux menaces, aux licenciements et au montage de dossiers. Nous faisons aujourd'hui écho aux cris de protestation populaire dans les rues. Nous en sommes solidaires, et nous partageons le même destin que les manifestant.es.

Notre liberté repose sur la volonté directe du peuple, à l'écart de toute forme de domination.

Le Conseil de coordination des protestations des infirmier.es rend hommage à la mémoire de toutes les personnes ayant perdu la vie dans ce massacre terrifiant. Il adresse son salut à tous/toutes les infirmier.es et personnels soignant qui ont tenu bon jusqu'au sacrifice de leurs vies pour sauver celle des blessé.es. Tous les infirmier.es et les personnels de santé arrêtés doivent être immédiatement libérés, et les montages de dossiers contre eux doivent cesser.

Tous les commanditaires et auteurs des massacres, des enlèvements de blessés et des crimes commis au sein des espaces de soins et des hôpitaux doivent être traduits en justice.

Nous, infirmières, infirmiers et personnels de santé, déclarons que nous sommes solidaires et aux côtés de toutes les personnes blessées qui ont besoin de soins, que ce soit à leur domicile ou dans les centres de soins.

Nous sommes également aux côtés du peuple, accablé par la pauvreté, la vie chère et la crise de subsistances, nous sommes uni.es et solidaires avec eux/elles. *(Lire la suite en page suivante) →*

Déclaration de l'Association scientifique de la faculté de génie informatique de l'Université industrielle Sharif

« À quoi sert la science lorsque la vie humaine n'a aucune valeur ? »

Quand le sang coule dans les ruelles, nous ne nous autorisons plus le silence.

Ce mois de Janvier, nous avons traversé des jours dont le récit même met les mots en échec. Des gens descendus dans la rue pour réclamer leurs droits sont tombés sous des tirs de balles réelles. Non pas sur un champ de bataille, mais dans les ruelles et les avenues. Il n'a fallu que quelques jours pour que la liste des mort.es s'allonge au point qu'il devienne impossible d'en estimer le nombre.

Cette liste n'est pas une simple succession de noms. Chaque nom représente une famille endeuillée, une mère en deuil, un avenir anéanti. Ce sont des êtres humains qui étaient vivants. Des femmes qui voulaient vivre, des hommes qui aspiraient à la liberté, des étudiant.es qui refusaient de se soumettre à l'humiliation de vivre sous une telle tyrannie. Des étudiant.es qui, un jour, se sont assis.es dans ces mêmes salles de classe, ontarpenté ces mêmes facultés, respiré le même air et, entre ces mêmes murs, ont parlé et ri. Des étudiant.es tels que Mohammadreza Moradali, promotion 95 de la faculté de génie informatique de l'Université Sharif, qui a été tué le 9 janvier 2026, et de qui il ne reste désormais que le souvenir et la mémoire.

Nous avons vu tout cela. Nous avons vu le sang sur le sol, les cadavres alignés à Kahrizak. Nous avons entendu les témoignages de celles et ceux qui ont vu la mort de leurs propres yeux. Une mort jaillissant du canon des fusils de personnes dont la mission était de protéger le peuple, non de le tuer. Et plus que tout, nous avons entendu votre ordre. Ce n'était pas le Seigneur, mais ce démon qui est descendu sur vous et a parlé par votre bouche en disant : « Tuez ! » Et ils ont tué. Sans hésitation, sans conscience, sans pitié.

Les mêmes personnes que vous qualifiez, pendant les jours de guerre, de « nation noble et vaillante » ont soudain été désignées comme des « émeutiers » et des « terroristes ». Les mêmes personnes qui ont vécu pendant des années sous le poids des difficultés et des pressions imposées par votre oppression sont maintenant traitées de « voyous » et de « malfrats ». Comme si vous aviez oublié qu'on ne peut pas élever tout un peuple jusqu'au ciel un jour ; pour l'écraser au sol le lendemain. Vous avez oublié que les mots ont un sens, et que la mémoire du peuple n'est pas courte.

Ceux qui, pendant des années, du haut des chaires, répétaient que « le sang innocent fait s'effondrer les fondements des gouvernements » se sont aujourd'hui soit murés dans le silence, soit ont purifié les balles à l'aide de mots embellis. Ils ont arraché aux familles des victimes le droit aux tirs, prétendant que ceux-ci avaient été tirés par l'ennemi. Ceux-là mêmes qui criaient « Hayhât minnâ adh-dhilla » (« Loin de nous l'humiliation ») ont aujourd'hui adopté le plus vil des silences et se contentent de contempler les cimetières ; des cimetières qui, sur ordre de quelqu'un qui se croit infaillible, accueillent chaque jour davantage d'êtres humains innocents.

Ce n'est désormais plus le temps des avertissements, des mises en garde, ni du silence. Il est temps de dire que nous sommes témoins. Nous voyons ce qui s'est passé et nous n'oublierons jamais ce crime•

29 janvier 2026

← (suite de la page précédente) Nous réclamons la justice pour les personnes massacrées au sein même des centres de soins, et pour la violation de la protection de la vie des patient.es et des blessé.es• **L'unité et l'entraide sont la clé de notre victoire**

Pour un avenir meilleur, unissons-nous dès aujourd'hui !

Conseil de coordination des protestations des infirmier.es

29 janvier 2026

Déclaration conjointe de quatre organisations indépendantes : Le soulèvement de janvier, le massacre du peuple, et leurs leçons



*« Comment se fait-il que tous ces rêves naissants,
encore boutons fermés au souffle du printemps,
se fanent déjà dans mon âme,
et se fondent silencieusement dans la terre ? »*

En ce mois de janvier, d'énormes manifestations ont eu lieu de la part du peuple souffrant et épuisé par l'injustice et l'exploitation. Ces protestations se sont rapidement transformées en un soulèvement massif et généralisé. En peu de temps, plus de 190 villes, grandes et petites, ainsi que de nombreuses zones rurales, se sont soulevées et ont exprimé leur colère et leur haine contre le pouvoir politique et les responsables du pays. Le peuple est descendu dans les rues, transformant les places et les artères publiques en scènes de protestation. Le peuple a condamné d'une seule voix les politiques du régime de la République islamique, et réclamé un changement fondamental de la situation politique et économique du pays.

La République islamique est un régime exploiteur et partisan des exploiteurs, un régime qui accentue la pauvreté et la misère de la grande majorité du peuple. Il est la cause principale de l'inflation galopante. Ce pouvoir dirige un appareil de répression et de massacre ayant déjà fait, rien qu'en ce mois de janvier, des milliers de mort.es et de blessé.es, tandis que les arrestations et les persécutions se poursuivent. Un tel gouvernement ne veut pas et ne peut même pas garantir des conditions minimales de vie pour les travailleurs/euses et les autres masses laborieuses des villes et des campagnes.

Les manifestant.es clamaient leurs droits légitimes et réclamaient de changer leur destin. Un destin qui, au cours des 47 dernières années, n'a été fait que de pauvreté, d'inégalités, de discrimination, d'oppression, de répression et de mort. Le peuple sait et a acquis la certitude que le principal responsable et soutien de tous ces crimes, de ce pillage et de cette exploitation est un gouvernement qui sacrifie tout pour assurer sa survie. Le peuple a le droit de réclamer le départ d'un régime qui a transformé le bien-être, le confort et la liberté en un rêve inaccessible.

La réponse du régime à ces manifestations, qui reflétaient la volonté du peuple, a été le massacre, le sang versé et les tirs à balles réelles. Le peuple souffrant a été témoin de ses propres yeux de cette tuerie et de ce crime majeur, voyant le sang de milliers de proches se répandre sur les pavés des rues. Combien de familles ont-elles été plongées dans le deuil de leurs enfants et de leurs yeux de lumière. Nous constatons que des milliers de personnes ont été arrêtées et emprisonnées, attendant la torture et la mort.

Nous, organisations indépendantes, condamnons ce massacre sauvage et ce crime flagrant et sans limites.
(Lire la suite en page suivante) →

← (suite de la page précédente)

Nous nous sentons obligé.es de partager la douleur des endeuillé.es et des familles des victimes. Nous demandons des soins sans restriction pour les blessé.es et autres victimes, ainsi que la libération inconditionnelle de tous/toutes les prisonnier.es politiques, manifestant.es et personnes arrêtées.

Nous avons vu qu'un crime immense a été commis par la République islamique, et que la vie des êtres humains est devenue le gage de la survie d'un pouvoir corrompu. S'appuyant sur le pouvoir politique et le système capitaliste, celui-ci entend sauvegarder son bien-être, son confort et sa position sociale privilégiée, même au prix de massacres et de la destruction de la société.

Tous les êtres humains conscients et aux consciences éveillées dans le monde ont également observé cela, et en ont pris conscience encore davantage

La réalité est que le pouvoir inébranlable des masses, et en particulier celui des travailleurs/euses, qui constituent l'épine dorsale de la société, finira par l'emporter sur le pouvoir du régime. Ce dernier exerce, et continue d'exercer, son pouvoir avec une brutalité totale depuis près de cinq décennies, à travers la répression et le massacre des masses, des manifestant.es et des dissident.es. Face à la force consciente et bien organisée des masses, le pouvoir du régime ne sera qu'illusoire.

Nous sommes certain.es que le sol sous les pieds des détenteurs actuels du pouvoir finira par trembler. Aujourd'hui, le fossé et la fracture entre le gouvernement et le peuple se sont élargis et approfondis. Cette fracture ne pourra être comblée ni par la répression, ni par des réformes, ni par des compromis ou une diplomatie mensongère et clandestine, ni par des cheikhs, des rois ou des "héros en carton" périmés de l'histoire, ni en se tournant vers les grandes puissances, elles-mêmes responsables du massacre et de la destruction d'une grande partie du monde.

Le fossé est très profond, et aucun miracle ne pourra résoudre les crises du régime. Les nœuds des problèmes du peuple, des travailleurs/euses et autres classes laborieuses ; ne peuvent être dénoués que par eux-mêmes. Le principal levier pour changer le destin des travailleurs/euses et pour opérer une transformation fondamentale de la société, réside dans le pouvoir collectif des opprimé.es et des démunis, dont la force de travail, la pensée et l'effort sont à la base de la construction et de la création de la société et du monde.

La condition première d'un changement fondamental de la société est de renverser les pouvoirs corrompus et répressifs en place. Il ne sera pas simple d'y parvenir, et sans disposer des outils de lutte, sans une organisation et les connaissances militantes nécessaires. Il faut un travail patient, de tactiques et de méthodes adaptées aux conditions spécifiques, aux capacités et aux rapports de forces, tout en s'appuyant sur le flot immense des masses de salarié.es et autres classes laborieuses. Il faut des leviers puissants et étendus pour relier entre elles les masses dispersées et en finir avec l'oppression et de l'exploitation.

Ces leviers ne sont rien d'autre que les organisations indépendantes et révolutionnaires des travailleurs/euses et autres classes laborieuses ! Les masses laborieuses, et en premier lieu les salarié.es, doivent se soutenir et s'unir : la peine de l'un.e doit être celle de tous et toutes, l'effort de l'un.e doit être celui de tous et toutes, et le bien-être et le confort de l'un.e doivent être ceux de tous et toutes. C'est la leçon de l'histoire et de l'expérience de tous les mouvements victorieux. Nous devons aussi l'apprendre et l'appliquer dans notre vie et notre lutte•

Unissons--nous, organisons--nous et changeons notre destin !

6 février 2026

Syndicat des ouvrier.es de la canne à sucre de Haft Tappeh

Comité de coordination pour aider à la création d'organisations syndicales

Travailleurs/euses retraités du Khuzestan

Groupe de l'union des retraité.es

Déclaration du Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus de Téhéran et sa banlieue**Condamnation de l'injuste de peine de prison et de l'interdiction d'activité virtuelle prononcées contre Jaleh Rouhzad**

Le Syndicat des travailleurs/euses de la compagnie de bus considère comme injuste et condamne fermement la peine de 8 mois d'emprisonnement et de deux ans d'interdiction d'activité sur les réseaux et dans l'espace virtuel prononcée contre Madame Jaleh Rouhzad, enseignante retraitée et militante syndicale.

Ce jugement est rendu en première instance et, selon l'annonce officielle, un délai de vingt jours est prévu pour faire appel de cette décision.

Nous déclarons notre plein soutien à Jaleh Rouhzad ainsi qu'aux autres enseignant.es et syndicaliste, et nous exigeons



l'annulation immédiate de ce jugement ainsi que la fin des mesures sécuritaires à l'encontre des militant.es syndicaux et sociaux. Défendre les droits des travailleurs/euses et des enseignant.es n'est pas un crime, mais un devoir humain et social•

Les prisonnier.es politiques doivent être libéré.es

La solution pour les travailleurs/euses et les exploité.es réside dans l'unité et l'organisation.

4 février 2026

← (*suite de la page 13*) **Entretien avec Lana Sadeq**

Malheureusement certain.es palestinien.nes, même ici en France, ne sont pas du tout opposé.es à la politique du régime iranien. Ils/elles ne sont pas solidaires du peuple iranien. Nous étions très peu nombreux/euses dans les manifestations appelées par les organisations de la gauche iraniennes qui sont à la fois contre les monarchistes et contre le régime iranien.

Je pense qu'un soutien total au peuple iranien en lutte contre ce régime est très important, parce que si le peuple iranien gagne cette bataille, il y aura une évolution géopolitique importante dans la région.

Il est important que ce régime tombe et qu'un régime démocratique le remplace. C'est l'intérêt des iranien.nes, mais aussi celui de tous les peuples de la région.

Il sera alors possible de construire une région de coopération, une région de solidarité entre les peuples. C'est cela que veulent celles et ceux qui refusent à la fois le régime iranien actuel, le régime impérialiste américain, le régime impérialiste israélien. Un régime de gauche qui pourra changer la donne dans toute la région et donnera une bouffé d'oxygène et une bouffée de liberté à toute la région.

C'est tout cela que les adversaires des mobilisations actuelles ne veulent pas, et que la répression se déchaîne.

Je dis ce que je pense : ce serait bien pour nous palestinien.ne.s qu'existe en Iran un régime démocratique. Mais ce serait avant tout bien pour le peuple iranien et pour toutes les personnes qui aspirent à la liberté, la justice sociale, et la justice tout court•

Le 9 février 2026